

M & B

MINING AND BUSINESS

JANVIER-FÉVRIER 2019 N° 22

A portrait of a man with a mustache, wearing a blue suit jacket over a white shirt, looking directly at the camera with a slight smile. The background is dark.

SOUTHERN AFRICA
LES CHAMBRES DE COMMERCE FRANÇAISES

À LA UNE!
ÉRIC MONGA



10 USD

Toujours avoir un pas d'avance

Nouveaux forfaits Internet

Jusqu'à
+50%
de volume Internet

Tapez * 1 0 1 * 3 #
pour plus de volume au même prix

4G+#1 | 3G+

Vous rapprocher
de l'essentiel

orange™

Offre disponible sur



Orange & moi

Infoline : 1777

SOMMAIRE CONTENTS



5
ÉDITO
EDITORIAL

6
WHATSAPP

8
CARICATURE
CARTOON

11
COULISSES
BEHIND THE SCENES

14
AVIS DU STRATÈGE
THE STRATEGIST'S NOTICE

16
BANQUE ET FINANCE
BANKING AND FINANCES

18
INITIATIVE
STANDARD BANK

22
ENTRETIEN
INTERVIEW
FEC : ERIC MONGA
INDABA : ALEX GROSE

34
REGARD
CLOSE UP

37
ÉCONOMIE
ECONOMY
CCIFC : AMBROISE TSHIYOYO
CCIFSA : YVES GUENON
CCIFZ : ÉRIC RAMBELOSON

46
EXPLOITATION DES
RESSOURCES
RESOURCE DEVELOPMENT
KISENGE

51
EXPERTS
PWC : JEAN JACQUES
MUKULA

55
PARCOURS
CAREER
TIERNO MONÉNEMBO

58
LIFESTYLE VOYAGE
BROOKLYN

62
BRÈVES
NEWS IN BRIEF

66
VU
SEEN

73
LES COURS

74
INDEX ANNONCEURS

steellubumbashi

02 Avenue Kigoma
Q/ Industriel

+243 82 78 78335

info@steellubumbashi.com

steellubumbashi

www.steellubumbashi.com



AIRTEL SPEEDNET
HAUT DÉBIT
MOINS CHER

À l'heure où nous mettons sous presse, le processus électoral est en cours en RDC. Nul ne sait quelle sera la nouvelle donne en ce début d'année. Elle devrait cependant apporter de la stabilité, ce qui est fondamental pour le Business. Le M&B 23 qui paraîtra en mars, y consacrerait certainement une partie de ses colonnes.

Dans ce numéro, Éric Monga fait la Une. Président de la FEC Katanga, également à la tête du projet de barrage Kipay, il nous fait l'honneur de nous accorder un « grand interview ».

Ambroise Tshiyoyo, Président de la Chambre de Commerce Franco Congolaise, et ses homologues de Zambie et d'Afrique du Sud nous expliquent, pour leur part, leurs ambitions et les synergies possibles en Southern Africa, notre grande région.

Actualité capitale de ce début d'année : Mining Indaba. Alex Grose, son Directeur général nous présente ce millésime exceptionnel. En contrepoint, notre expert, Didier Julienne, nous livre son analyse depuis Paris.

L'agenda 2019 est riche et confirme ses rendez-vous majeurs avec, entre autres, la DRC Mining Week à Lubumbashi. Son principal sponsor est Standard Bank. Peter Von Klemperer, Directeur du portefeuille Mines et Métaux a choisi notre publication pour s'exprimer.

Entre une revue des classements Doing Business et Davos, un examen des cours des matières premières, un survol de la mine de manganèse de Kinsenge, un petit détour par Brooklyn et l'œuvre de Tierno Monémbo, vous retrouverez vos rubriques habituelles.

Il ne nous reste qu'à vous souhaiter une année riche de projets, une bonne santé, des bonheurs à conjuguer au pluriel...

Excellente année 2019 à tous, et bonne lecture!

Bruno ZIANA

As we prepare to publish this issue, the electoral process is underway in the DRC. No one knows what the new situation will be at the beginning of 2019. Hopefully, this event will restore stability, which is fundamental for business.

This 23rd issue of M&B, which will be published in March, will certainly devote part of its columns to this topic.

In this issue, Eric Monga is our cover star. President of the FEC Katanga, also at the head of the Kipay dam project, he granted us the honour of a 'big interview'.

Ambroise Tshiyoyo, President of the French Congolese Chamber of Commerce, and his counterparts from Zambia and South Africa also outline their ambitions and future possible synergies in Southern Africa, our great region.

The main event at the beginning of the new year is Mining Indaba. Alex Grose, its Managing Director, presents us with this exceptional vintage. As a counterpoint, our expert, Didier Julienne, provides a thorough analysis from Paris.

The 2019 agenda is rich and confirms its major events with, among others, the DRC Mining Week in Lubumbashi. Its main sponsor is Standard Bank. Peter Von Klemperer, Director of the Mining and Metals portfolio, chose M&B magazine to communicate his vision.

Between a review of the Doing Business and Davos rankings, an examination of raw material prices, an overview of the Kinsenge manganese mine, a short detour to Brooklyn and the work of Tierno Monémbo, you will find your usual magazine columns.

All that remains for us to do is to wish you a year full of projects, good health, success and more...

Happy 2019 to all, and happy reading!

Bruno ZIANA

SERVICES

- Transfert des données
- Internet haut-débit
- Téléphonie d'entreprise IP
- Réseau Privé Virtuel (VPN)
- Réseau enrichi d'entreprise

PERFORMANCE

- Longue distance d'émission
- Facile à déployer
- Latence acceptable
- Assistance à distance
- Résistance aux intempéries

CARACTERISTIQUES

- Bande dédiée, symétrique et asymétrique
- Bande partagée, symétrique et asymétrique

SEGMENTS

- Domicile
- PME
- Grandes Entreprises

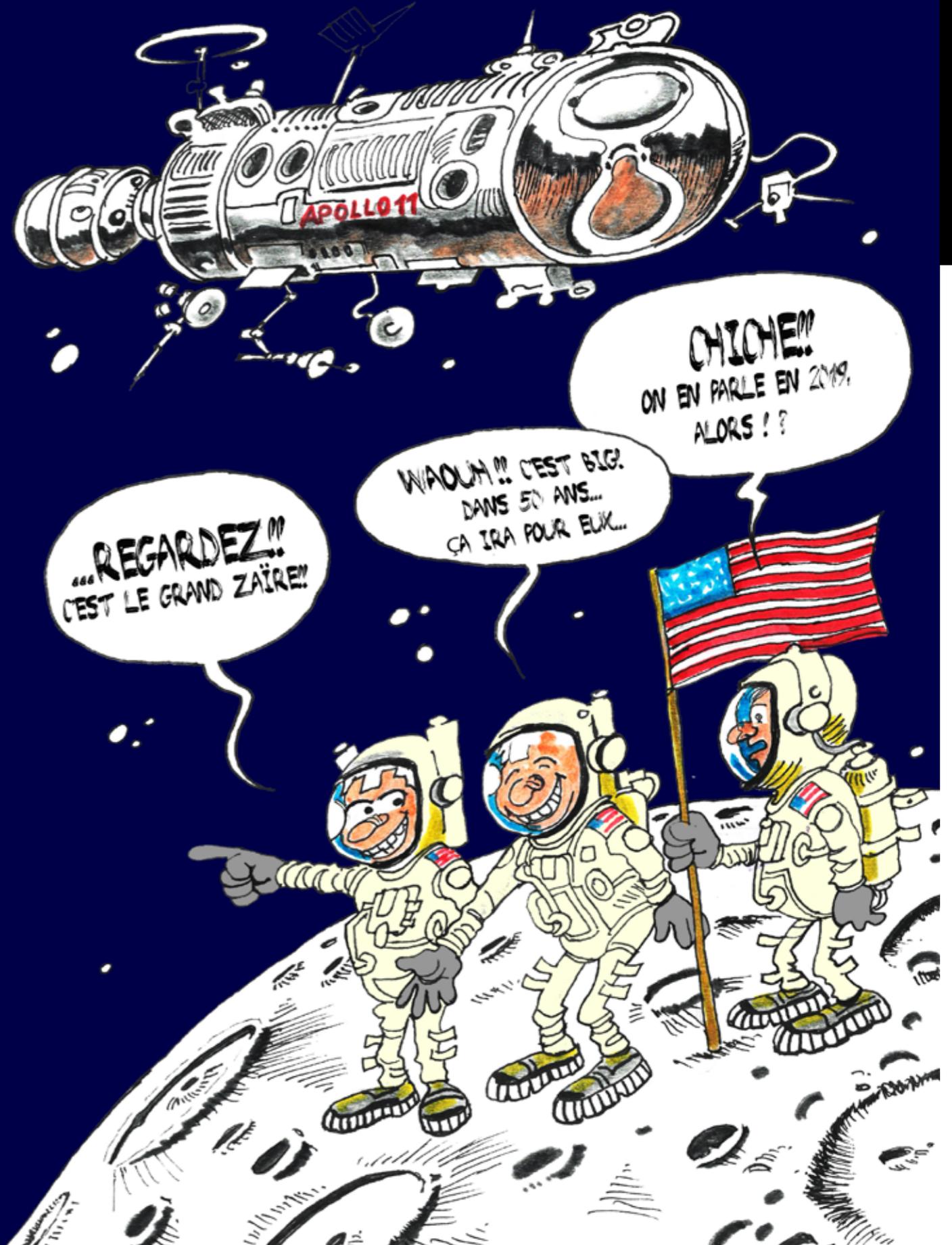
COÛT

- Equipement gratuit
- Frais d'installation et d'activation de service abordables
- Maintenance gratuite
- Frais de service à partir de 200\$ par mois selon les capacités.

SERVICE CLIENT : 1211



2019 50e anniversaire du premier homme sur la lune



MEILLEURS VŒUX 2019

La BCDC présente à ses clients & partenaires les meilleurs vœux de succès pour 2019.

BCDC Contact Center Tel. : +243 (0) 99 601 8000



www.bcdc.cd



Kinshasa Boulevard du 30 Juin



BCDC
Bâtisseurs d'Avenir



Ellen Johnson-Sirleaf

ÂGE DES PRÉSIDENTS : ELLEN JOHNSON-SIRLEAF HAUSSE LE TON!

À 80 ans, Ellen Johnson-Sirleaf a décidé de se fâcher avec le syndicat des chefs d'État. Dans une curieuse déclaration, elle exhorte ses anciens pairs « trop âgés » à quitter le pouvoir afin de laisser la place aux générations montantes. Dans son collimateur, une bonne dizaine de noms, dont un seul est explicitement cité par la « dame de fer » de Monrovia : celui de l'Ougandais Yoweri Museveni. Pas le plus vieux des chefs d'État (74 ans, dont trente-deux consécutifs de pouvoir absolu au compteur), mais symboliquement coupable d'être le dernier à avoir fait sauter le verrou constitutionnel de la limite d'âge afin de briguer, début 2021, un sixième mandat.

« S'ils ne s'en vont pas à temps, s'ils ne permettent pas aux classes d'âge plus jeunes d'accéder aux affaires, c'est la stabilité de nos États qui est menacée, poursuit la Présidente honoraire, auréolée de ses Prix Nobel et Mo Ibrahim. Il est tout à fait malheureux que le président Museveni ne le comprenne pas. »

L'EUROPE VA-T-ELLE RENDRE LES BIENS CULTURELS AFRICAINS?

En novembre 2017, à Ouagadougou,

Emmanuel Macron s'est engagé à ce que les dizaines de milliers de biens culturels arrivés en France durant la période coloniale reviennent dans leur pays d'origine.

Du Musée Branly à Paris, au British Museum de Londres (plus de 200 000 objets) en passant par Tervuren en Belgique (plusieurs milliers d'objets d'art ancien congolais, dont certains datant de plus de 6 000 ans), les collections européennes débordent d'objets d'art dits « coloniaux », souvent achetés ou troqués, quelquefois volés, par les militaires, anthropologues, ethnographes, missionnaires qui sillonnent les pays conquis. Au total, plus de 90 % des pièces majeures d'Afrique subsaharienne se trouveraient ainsi hors du continent.

Ce qui va changer : L'Union européenne a annoncé le 7 novembre dernier avoir pris des mesures pour lutter contre le trafic de biens culturels dans le but d'empêcher « l'importation et le stockage de biens culturels exportés illicitement depuis un pays tiers ». Les nouvelles règles visent les biens culturels créés ou découverts hors de l'UE, ou les objets d'art destinés à être mis en libre pratique ou placés sous un régime particulier autre que le transit. Ces mesures visent également les biens culturels de plus

de 250 ans d'âge, ainsi que ceux ayant une valeur d'au moins 10 000 euros, précise le communiqué.

GHANA, PREMIER PAYS CASHLESS D'AFRIQUE?

Le Ghana est actuellement au cœur d'une ambition claire : réduire la circulation du cash afin de sécuriser et accélérer les paiements, mais surtout dynamiser le segment très porteur des services et combattre la corruption.

Suite à la feuille de route établie en 2013, une loi récente sur les systèmes et services de paiement est venue promouvoir l'innovation dans la conception de nouveaux produits de monnaie électronique sécurisée et de services de paiement. Ces réformes réglementaires, et bien d'autres, ont engendré de nouveaux fournisseurs de solutions de paiement numériques, enrichissant davantage l'offre existante développée par l'État, à l'instar de la carte biométrique de paiement E-Zwich ou du système de commutation et de traitement interbancaire Gh-link qui interconnecte les services financiers des institutions et permet aux titulaires de carte d'effectuer des transactions sur tout guichet automatique ou point de vente. Bien que le cap de 70 % d'inclusion financière n'ait pas encore été atteint, le pays monte tout de même des signes optimistes sur sa capacité à arriver à supprimer la circulation des pièces et billets d'ici 2020. « Ce n'est qu'une question de temps », selon le vice-président Mahamudu Bawumia.





AGE OF PRESIDENTS : ELLEN JOHNSON-SIRLEAF RAISES HER VOICE!

At 80, Ellen Johnson-Sirleaf decided to get angry with the union of heads of state. In a curious statement, she urged her former peers who were “too old” to leave power to make way for the next generation. In his collimator, a good dozen names, only one of which is explicitly mentioned by the “Iron Lady” of Monrovia: that of the Ugandan Yoweri Museveni. Not the oldest of the Heads of State (74 years old, including thirty-two consecutive years of absolute power), but symbolically guilty of being the last to break the constitutional lock of the age limit to run for a sixth term in early 2021. “If they do not leave in time if they do not allow the younger age groups to access business, it is the stability of our States that is threatened,” continues the Honorary President, haloed with her Nobel Prize winners and Mo Ibrahim. It is quite unfortunate that President Museveni does not understand this.»

WILL EUROPE RETURN AFRICAN CULTURAL PROPERTY?

In November 2017, in Ouagadougou, Emmanuel Macron pledged that the tens of thousands of cultural objects that arrived in France during the colonial period would return to their countries of origin.

From the Branly Museum in Paris to the British Museum in London (more than 200,000 objects) and Tervuren in Belgium (several thousand old Congolese art objects, some of which date back more than 6,000 years), the European collections are overflowing with so-called “colonial” art objects, often bought or traded, sometimes stolen, by the military, anthropologists, ethnographers and missionaries who travel through the conquered countries. In total, more than 90% of the major parts of sub-Saharan Africa would be located outside the continent.

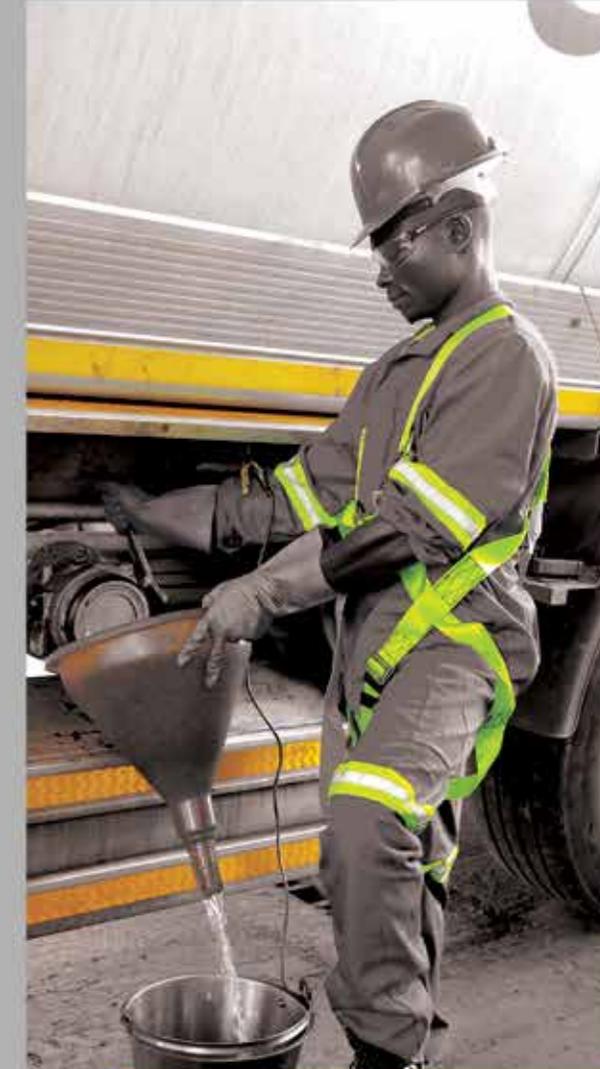
What will change: On 7 November, the European Union announced that it had taken measures to combat trafficking in cultural property with the aim of preventing “the import and storage of cultural property illegally exported from a third country”. The new rules apply to cultural goods created or discovered outside the EU, or works of art intended for free circulation or placed under a special regime other than transit. These measures also apply to cultural property over 250 years old, as well as to cultural property with a value of at least €10,000, the statement said.



GHANA, THE FIRST CASHLESS COUNTRY IN AFRICA?

Ghana is currently at the heart of a clear ambition: to reduce the circulation of cash to secure and accelerate payments, but above all to boost the very promising segment of services and fight corruption. Following the roadmap established in 2013, a recent law on payment systems and services promoted innovation in the design of new secure electronic money products and payment services. These and other regulatory reforms have led to new providers of digital payment solutions, further enhancing the existing offer developed by the government, such as the E-Zwich biometric payment card or the Gh-link interbank switching and processing system that interconnects institutions’ financial services and allows cardholders to conduct transactions at any ATM or point of sale. Although the 70% target for financial inclusion has not yet been reached, the country is still showing hopeful signs that it will be able to eliminate the circulation of coins and notes by 2020. “It’s only a matter of time,” according to Vice President Mahamududu Bawumia.

WHAT IS YOUR CORE BUSINESS??



Ours is to ensure you’ve got the energy.



Où va Mining Indaba ?



Parce qu'un futur monde décarboné sera plus grand consommateur de métaux que par le passé, trois grands thèmes domineront les Indaba des décennies à venir.

Résoudre l'équilibre entre forces pro-environnement et pro-industrie est le premier enjeu de la planète minière.

Depuis la nuit des temps, l'activité minière est un pacte entre l'environnement et l'industrie. Nul ne conteste qu'en quelques années la mine durable a évolué. Les grands codes miniers ont intégré les droits de l'homme et de l'environnement dans les obligations environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises minières. Mais parfois avoir évolué du droit de découvrir des gisements à l'équité des populations et le respect de l'environnement n'est plus assez. Il est de plus en plus embarrassant de justifier le déplacement d'une communauté à cause d'une mine d'or ou la disparition d'une forêt primaire à cause d'une mine de bauxite. Au football ou au rugby, un arbitre indépendant est nécessaire pour faire respecter les règles. Celles-ci sont internationales et non pas différentes

que l'on joue au football ou au rugby au Ghana, en Indonésie, en RDC, au Brésil, en Guinée, en France, en Afrique du Sud, en Australie ou en Suisse. Dans notre mine mondialisée, cet équilibre des forces entre l'équipe développement économique et l'équipe environnement doit lui aussi trouver son arbitre indépendant et ses règles internationales.

Le deuxième thème est lié au premier. Le nationalisme des ressources posait peu de difficulté tant que des populations locales exploitaient elles-mêmes des gisements de métaux, dans leur propre environnement et pour leurs propres consommations. Leurs besoins économiques étaient limités, les atteintes à l'environnement également. La vision est moins aisée à mettre au point lorsque les souhaits des résidents locaux se heurtent aux ambitions de consommateurs étrangers. C'est l'étape qui se profile en Afrique avec un nationalisme des ressources favorable non pas aux taxes et royalties, mais à l'autoconsommation africaine. Comment les populations du continent accepteront que les minerais soient transformés en Chine puis reviennent en Afrique sous la forme de produits finis en

cuivre, aluminium, acier, etc... Indaba doit contribuer à l'émergence et l'organisation métallurgique et industrielle d'une chaîne de valeur africaine consommatrice de ses propres métaux.

Le troisième thème de l'Indaba des décennies futures sera l'émergence d'un Airbus minier européen. Alors que le Brexit éloignera un peu plus les géants miniers anglo-australiens ou anglo-suisse de Bruxelles, celle-ci répondra à ses besoins par un Airbus minier en charge d'approvisionner son propre Airbus énergétique, notamment les batteries. Des liens existent entre l'Europe et le géant minier qu'est la Russie, mais l'Europe souhaitera également des coopérations avec les géants miniers africains.

Parce que la transition écologique nous fait basculer d'une dépendance aux hydrocarbures vers celle aux métaux, Indaba doit rester le lieu de rencontre pour aider la profession à évoluer et progresser vers un monde plus métallique.

Didier Julienne

« IL EST DE PLUS EN PLUS EMBARRASSANT DE JUSTIFIER LE DÉPLACEMENT D'UNE COMMUNAUTÉ À CAUSE D'UNE MINE D'OR OU LA DISPARITION D'UNE FORÊT PRIMAIRE À CAUSE D'UNE MINE DE BAUXITE. »

Where is Mining Indaba going?

“IT IS INCREASINGLY EMBARRASSING TO JUSTIFY THE DISPLACEMENT OF A COMMUNITY BECAUSE OF A GOLD MINE OR THE DISAPPEARANCE OF A PRIMARY FOREST BECAUSE OF A BAUXITE MINE.”

Because a carbon-free future will be a greater consumer of metals than in the past, three major themes will dominate the Indaba in the decades to come.

Solving the balance between pro-environmental and pro-industrial forces is the first challenge facing the mining planet.

Since time immemorial, mining has been a pact between the environment and industry. No one disputes that in a few years the sustainable mine has evolved. The major mining codes have integrated human and environmental rights into the environmental, social and governance obligations of mining companies. However, sometimes having grown from the right to discover deposits to the equity of populations and respect for the environment is no longer enough. It is increasingly embarrassing to justify the displacement of a community because of a gold mine or the disappearance

of a primary forest because of a bauxite mine. In football or rugby, an independent referee is required to enforce the rules. These are international and not different whether you play football or rugby in Ghana, Indonesia, DRC, Brazil, Guinea, France, South Africa, Australia or Switzerland. In our globalised mine, this balance of power between the economic development team and the environment team must also find its independent arbiter and its international rules.

The second theme is related to the first. The nationalism of resources posed little difficulty as long as local populations exploited metal deposits themselves, in their environment and for their consumption. Their economic needs were limited, as were the environmental damage. The vision is less easy to develop when the wishes of residents clashed with the ambitions of foreign consumers. This is the stage that is emerging in Africa with the nationalism of resources that favours not taxes and royalties, but African self-consumption. How the continent's populations will accept that minerals are processed

in China and then return to Africa in the form of finished products in copper, aluminium, steel, and so forth. Indaba must contribute to the emergence and metallurgical and industrial organisation of an African value chain that consumes its metals.

The third theme of the Indaba of the coming decades will be the emergence of a European mining Airbus. While the Brexit will take the Anglo-Australian or Anglo-Swiss mining giants a little further away from Brussels, the latter will meet its needs with a mining Airbus in charge of supplying its own energy Airbus, in particular, the batteries. There are links between Europe and the mining giant Russia, but Europe will also want cooperation with African mining giants.

Because the ecological transition is changing us from dependence on hydrocarbons to dependence on metals, Indaba must remain the meeting place to help the profession evolve and progress towards a more metallic world.

Didier Julienne



Doing Business 2019 et classement Davos 2018, quid de la RDC?

Comme chaque année, les classements internationaux sur la facilité des affaires ont été attendus avec angoisse par les administrations centrales... Et comme chaque année, ils ont engendré leur lot d'engagements des gouvernements pour améliorer la situation.

Entre le Doing Business de la Banque mondiale et le Global Competitiveness Report du World Economic forum, où en est la RDC? Analyse.

Les classements

Beaucoup de fantasmes circulent sur les classifications Doing Business et GCR. Chacun des gouvernements y voyant, lorsque le classement est bon, un outil de promotion de son économie et, lorsqu'il l'est moins, une sanction face aux politiques menées. Le fait est qu'en termes d'image, être dans le top 50 est beaucoup plus flatteur que de se retrouver dans le peloton de queue. Il n'en reste pas moins vrai que ces classements ne reflètent qu'une part de la réalité économique et n'entrent que très peu en compte dans la décision d'une entreprise d'investir ou pas dans un pays.

Ceci dit, si ces deux classements ont un intérêt certain, il réside

essentiellement dans la mesure du rythme de progression par rapport aux concurrents. Car, ne l'oublions pas, la compétition est mondiale. Dès lors, si l'avancement d'un pays est trop lent vis à vis des autres, il régresse. Et cela quand bien même ses efforts lui semblent importants, voire satisfaisants.

Comment ça marche?

Concernant le Doing Business, dix indicateurs principaux sont étudiés à la loupe : la facilité pour créer une entreprise, l'accès à l'électricité (temps de raccordement), la réglementation des affaires et son applicabilité, etc. Chacun des dix indicateurs fait l'objet d'un classement mondial parmi les 190 nations. La moyenne générale permettant quant à elle de placer le pays dans le classement global. Les notes sont octroyées après analyse des questionnaires envoyés aux investisseurs étrangers et aux cabinets d'audit dans le pays. Les formulaires sont validés par des missions d'experts sur le terrain.

Le classement GCR, également dit « Classement Davos », fonctionne à peu près de la même façon, à cette différence près que ses 78 indicateurs sont considérés par beaucoup comme bien plus proches des préoccupations des investisseurs. On relèvera ainsi dans le « Davos » une vision

bien plus fine sur la performance pays en termes de formation des ressources humaines, de recherche, d'infrastructures, de supply chain et d'environnement global.

Quid de la RDC dans les index 2019?

Malgré une progression sur trois indicateurs, «le transfert de propriété», «le commerce transfrontalier» et «l'exécution des contrats», la République Démocratique du Congo perd deux places dans le DB 2019, passant de la 182e à la 184e place. Cette contre-performance étant due à un rythme de réformes plus soutenu dans les autres pays, et notamment en Afrique subsaharienne. En lot de consolation, on notera toutefois que le pays totalise plus de points qu'en 2018, ce qui permet d'affirmer que, malgré tout, le climat des affaires s'est amélioré. Concernant le rapport Davos, la RDC, particulièrement plombée par la qualité de ses infrastructures (139e sur 140) et sa capacité d'innovation (139e sur 140), se classe au général 135e sur les 140 nations cette année. Elle était 127e sur 135 l'an passé. On notera que le classement montre une réelle volonté de réformer le cadre juridique, une nette progression en termes de liberté de la presse et - Big up ! - place le pays au 9e rang mondial pour ce qui est de la promotion des femmes dans l'activité économique. Le rapport relève toutefois un manque de visibilité et de stabilité politiques pour les investisseurs et, encore plus sévère que le Doing business en la matière, ne lui accorde aucun point sur la question de la résolution de l'insolvabilité.

Fabrice Lehoux

Doing Business 2019, Davos 2018 ranking, what about the DRC?

As every year, at the end of October, the international rankings on the ease of doing business were anxiously awaited by the central administrations and, as every year, generated their share of government commitments to improve the situation.

Between the World Bank's Doing Business and the World Economic Forum's Global Competitiveness Report, where does the DRC stand? Analysis.

The rankings

Many fantasies circulate on the Doing Business and GCR rankings. Each of the countries sees it, when the classification is positive, as a tool to promote its economy and, when it is less so, as a sanction for the policies pursued.

The fact is that concerning the countries image, being in the top 50 is much more flattering than being in the backpack. However, it remains true that these rankings only reflect part of a country's economic reality and have very little influence on a company's decision to invest in the country.

That being said, and while these two rankings have definite interest, it mainly lies in the fact that they allow countries to measure the rate at which they are progressing and, correlatively, to see whether this rate is higher or lower than the others. Because, let us not forget, the competition is global. Therefore, if one country's progress is too slow compared to the others, it regresses despite the fact that his efforts seem essential, even satisfactory.

How does it work?

Regarding Doing Business, ten main indicators are scrutinised, including



ease of setting up a business, access to electricity (connection time), business regulation and its applicability. Each of the ten indicators is ranked globally among the 190 countries studied — the overall average allowing the country to be placed in the overall ranking. Ratings are awarded following the analysis of questionnaires sent to the main foreign investors in the country and audit firms, combined with the analysis of international expert missions to the field.

The GCR ranking, also known as the Davos Ranking, works in much the same way, with the difference that its 78 indicators are considered by many to be much closer to investors' concerns. In particular, the "Davos" provides a much more detailed and global vision of country performance concerning human resources training, research, infrastructure, supply chain, global environment, and so on.

What about the DRC in the 2019 rankings?

Despite an increase on three indicators, "transfer of ownership", "cross-border trade" and "contract enforcement", the Democratic Republic of Congo lost two places in the DB 2019, from 182nd to 184th place. This poor performance is due

to a faster pace of reforms in other countries, particularly in sub-Saharan Africa. As a consolation, however, it should be noted that the country has more points than in 2018, which suggests that, despite everything, the business climate has improved. Regarding the Davos report, the DRC, mainly affected by the quality of its infrastructure (139th place out of 140) and its capacity for innovation (139th place out of 140), ranks 135th overall out of 140 economies ranked this year. She was 127th out of 135 last year.

Nevertheless, it should be noted that the ranking reflects a real desire to improve the legal framework and a definite improvement regarding press freedom and - Big up! - Places the country in 9th place worldwide regarding the place and promotion of women in economic activity. However, the report notes a lack of political visibility and stability for investors and, even more, severe than the Doing business in this respect, does not give it any points on the issue of insolvency resolution.

Fabrice Lehoux



STANDARD BANK : SPONSOR DIAMANT DE LA 15^E ÉDITION DE LA SEMAINE MINIÈRE DE LA RDC



Peter Von Klemper: photo by Standard Bank

Peter Von Klemper, vous êtes Directeur du portefeuille Mines et Métaux à la Standard Bank. Pourquoi la Standard Bank a-t-elle choisi de s'associer de nouveau à la DRC Mining Week en 2019? Quelle a été l'expérience de la banque en 2018 et quelle est sa planification pour 2019?

PVK: L'exploitation minière est un secteur extrêmement important pour la République Démocratique du Congo et Standard Bank soutient un grand nombre de clients du secteur minier en RDC. La Semaine minière de la RDC offre à la Standard Bank une plate-forme importante pour s'engager avec les clients et les principales parties

prenantes du secteur des ressources de la RDC.

Peut-on parler des activités de la Standard Bank en RDC?

PVK: Il y a là une histoire dont nous sommes fiers. Standard Bank intervient en RDC depuis plus de 20 ans, finançant des opérations et gérant des opérations bancaires pour un large éventail de clients, des acteurs établis des pays développés aux nouveaux clients chinois. La Standard Bank a développé un vaste écosystème de clients en RDC, comprenant à la fois des acteurs du secteur minier, les industries des services et des fournisseurs. Au-delà de l'expertise développée par la Standard Bank dans le secteur des ressources, la présence et la capacité de la banque dans le pays jouent un rôle crucial sur leurs besoins quotidiens en matière de services bancaires en RDC. Combiné à la présence de la Standard Bank, cela est particulièrement important pour les grands investisseurs étrangers, car la Standard Bank est également équipée pour gérer leur flux quotidien de transactions en RDC à partir de n'importe où dans le monde.

Y a-t-il des projets miniers dans lesquels votre organisation est impliquée et qui vous intéressent particulièrement?

PVK: La RDC a la chance de disposer d'une gamme de ressources importantes sur le plan stratégique et commercial. La Standard Bank reste enthousiasmée par les opportunités et les perspectives offertes par ce fournisseur clé de ressources mondiales.

Quels sont les principaux défis auxquels est confronté le secteur minier africain? Et la RDC en particulier?

PVK: Le secteur minier de la RDC fait face aux mêmes défis que le secteur à l'échelle mondiale, à savoir les pressions exercées par la compression des coûts dans un marché des matières premières volatiles. La clarté, la certitude et la prévisibilité des politiques constituent également un défi pour l'industrie dans le monde entier. Les destinations capables d'offrir une prévisibilité politique à long terme et une mise en œuvre efficace ont mieux réussi à maintenir et à accroître les investissements au fil du temps.

Quel est votre message aux investisseurs potentiels sur les opportunités dans le secteur minier en RDC?

PVK: La RDC est tout simplement trop importante du point de vue du volume des ressources et de la qualité de la teneur pour que tout acteur sérieux du secteur minier mondial puisse l'ignorer.

Quelle est votre vision du secteur?

PVK: Grâce à l'application cohérente d'une politique minière claire et rationnelle, la RDC a le potentiel de devenir le plus grand producteur mondial de cuivre. Cela changerait la donne pour l'économie, mettant la RDC en mesure de se transformer en un pays à revenu intermédiaire d'ici 2050.

Quelle est l'importance de Lubumbashi en tant que plaque tournante minière pour le secteur et en tant que modèle pour le reste du pays?

Lubumbashi a le grand avantage d'être proche des principaux actifs cuprifères de la RDC, proche de la frontière, ce qui facilite l'exportation. Une grande partie de l'importance stratégique de Lubumbashi découle de sa position géographique en tant que porte d'entrée de la ceinture de cuivre de la RDC et centre de l'industrie mondiale de la production et de l'exportation du cuivre de la RDC.

Qu'attendez-vous le plus de la Semaine minière de la RDC? Quelle est l'importance du forum dans le calendrier minier mondial?

PVK: La DRC Mining Week est une plateforme importante pour la Standard Bank pour s'engager avec ses clients existants et potentiellement nouveaux. La conférence est importante d'un point de vue mondial, car elle réunit également les décideurs politiques et les investisseurs.

Quel sera le message de la Standard Bank à l'événement de 2019?

PVK: Du point de vue du financement de l'investissement, Standard Bank combine une portée mondiale en matière de capital et une expertise de premier plan en matière de structuration avec un bilan africain développé qui bénéficie d'une forte présence locale, d'une expérience et d'une compréhension approfondies, et de capacités développées en RDC. L'écosystème unique de banque universelle que la Standard Bank a développé sur le terrain en RDC positionne également les équipes Produits et services transactionnels et Marchés mondiaux de Standard

Bank pour soutenir les activités opérationnelles des clients à l'intérieur du pays.

Y a-t-il des projets miniers dans lesquels votre organisation est impliquée et qui vous intéressent particulièrement?

La RDC a la chance de disposer d'un grand nombre de grades de haute qualité dans une gamme de ressources importantes sur le plan stratégique et commercial. La Standard Bank reste enthousiasmée par les opportunités et les perspectives offertes.

Avec l'aimable contribution de Spintelligent

«STANDARD BANK COMBINE UNE PORTÉE MONDIALE EN MATIÈRE DE CAPITAL ET UNE EXPERTISE DE PREMIER PLAN EN MATIÈRE DE STRUCTURATION AVEC UN BILAN AFRICAIN DÉVELOPPÉ QUI BÉNÉFICIE D'UNE FORTE PRÉSENCE LOCALE, D'UNE EXPÉRIENCE ET D'UNE COMPRÉHENSION APPROFONDIES, ET DE CAPACITÉS DÉVELOPPÉES EN RDC»

STANDARD BANK JOINS DRC MINING WEEK AS DIAMOND SPONSOR FOR HISTORIC 15TH EDITION.

Peter Von Klemper, as the Executive of Mining and Metals at Standard Bank, why has Standard Bank chosen to partner with DRC Mining Week again in 2019? What was the bank's experience in 2018, and what is the bank planning for 2019?

PVK: Mining is an extremely important sector for the Democratic Republic of Congo (DRC). Standard Bank supports a large number of resources clients in the mining sector in the DRC. DRC Mining Week provides Standard Bank with an important platform to engage with clients and key stakeholders in the DRC's resources sector.

Can we talk about Standard Bank's activities in the DRC? There is a proud history there.

PVK: Standard Bank has been involved in the DRC for over 20 years, funding operations and managing banking for a range of clients, from established developed-world players to newer Chinese clients. Standard Bank has developed a broad client ecosystem in the DRC, including both mining and resources players as well as the wider services, supplier and support industries associated with the country's diverse and rich resource endowment. Beyond Standard Bank's developed resources sector expertise, the bank's presence and capability in the country play a critical role in supporting all our client's effect their day-to-day banking and transaction needs on the ground in the DRC. Combined with Standard Bank's global

presence and capability, this is especially significant for large foreign investors as Standard Bank is also equipped to manage their daily transaction flow in the DRC from anywhere in the world.

Are there any mining projects that your organisation is involved with that you are particularly excited about?

PVK: The DRC is blessed with large volumes of high-quality grades across a range of strategically and commercially important resources. Standard Bank remains excited about the opportunities and prospects offered by this important mining investment destination and key global resources supplier.

What are the main challenges facing Africa's mining sector? And the DRC in particular?

PVK: The mining sector in the DRC faces the same challenges as the sector globally, namely; cost containment pressures in a volatile commodity price market. Policy clarity, certainty and predictability are also a challenge for the industry the world over. Those destinations able to provide a long-term policy predictability and efficient implementation have been more successful at sustaining and growing capital investment over time.

What is your message to prospective investors about the opportunities in the DRC mining sector?

PVK: The DRC is just too important a jurisdiction from a

resource volume and grade quality perspective for any serious player in the global mining sector to ignore.

What is your vision for the sector?

PVK: Through the consistent application of clear and rational mining policy, the DRC has the potential to become the world's largest copper producer. This would be a game changer for the economy, placing the DRC in a position to transform into a middle-income country by 2050.

How important is Lubumbashi as a mining hub for the sector, providing an example for the rest of the country?

PVK: Lubumbashi has the great advantage of being; close to the DRC's main copper assets, close to the border enabling ease of export, as well as being located on a major regional water way. Much of Lubumbashi's strategic importance derives from its geographic position as a gateway to the DRC's copper belt and hub of the DRC's global copper production and export industry. Lubumbashi demonstrates the importance of supporting global connectivity that enables exports through regionally integrated infrastructure linking strategic assets to global markets.

What are you most looking forward to at DRC Mining Week? How important is the forum on the global mining calendar?



*M. Amedeo Anniciello, Chief Executive, Standard Bank DRC
Photo by Standard Bank*

PVK: DRC Mining Week is an important platform for Standard Bank to engage with both existing

and potentially, new clients. The conference is important from a global perspective as it also brings policy

remains key in unlocking the DRC's full resources potential.

What will Standard Bank's message be at the event in 2019?

PVK: From an investment funding perspective Standard Bank combines global capital reach and world-leading structuring expertise with a developed African balance sheet leveraged by a strong local presence, deep experience and insight, and developed capability within the DRC. The unique universal banking ecosystem that Standard Bank has developed on the ground in the DRC also positions Standard Bank's Transactional Products and Services and Global Markets teams to support client's operational business inside the country. This dual global and local capability unites global financial access with on-the-ground execution in a capital-importing sector dependent for earnings upon efficient local production and global export.

Are there any mining projects that your organisation is involved with that you are particularly excited about?

PVK: The DRC is blessed with large volumes of high-quality grades across a range of strategically and commercially important resources. Standard Bank remains excited about the opportunities and prospects offered by this important mining investment destination and key global resources supplier.

Contributor: Spintelligent

ÉRIC MONGA

Président de la FEC Katanga, constructeur du barrage Kipay et administrateur de Trade Service.



Mining & Business :
Entre le nouveau code minier et la flambée puis la chute des cours du cobalt, cette année aura été particulièrement riche. Un premier bilan 2018 ?

Éric MONGA :

La sortie du code minier a entraîné des contestations auprès de quelques miniers. Ce code devrait permettre plus de recettes pour l'État surtout grâce au cobalt et autres minerais stratégiques qui ont vu leurs cours augmentés sensiblement par rapport aux 5 années passées. Le cuivre a aussi augmenté. Et les entreprises congolaises espèrent avoir plus de travail et de revenus grâce à cette flambée. Le secteur social voudrait tirer un peu plus de profit de cette embellie.

C'est le mélange de tout ça qui a créé cette année 2018 très particulière. Si sept grosses entreprises ont quitté la FEC, estimant qu'elle ne les a pas beaucoup défendues, une cinquantaine d'autres restent et ont apprécié à leur juste valeur le travail abattu depuis le début du processus de révision du code minier en 2013.

La FEC défend les entreprises dans tous les segments professionnels, et ce au regard de la loi.

La production est cependant restée haussière. De nouveaux investissements ont vu et voient le jour et ils seront à maturité dans les 12 à 24 mois à venir. Voilà à peu près le bilan que je peux donner.

MB : Certains gros miniers, ont quitté la FEC et la chambre des mines en reprochant notamment au Président de la FEC un conflit d'intérêts. Il est en effet le Patron de la Fédération des Entreprises du Congo et aussi le PCA de Gécamines, la principale entreprise d'État dans le secteur minier. Quel est votre avis là-dessus ?

EM : La Gécamines a le plus gros portefeuille minier et ce portefeuille est aussi partagé avec certaines de ces entreprises. Elles sont entrées en conflit avec sa partenaire représentée par son PCA qui est aussi Président de la FEC. Il défend sa compagnie, la GCM et il dit ce qu'il pense. Il ne faudrait pas mélanger deux choses

différentes. N'oubliez pas que la FEC est un Patronat.

La FEC travaille pour tout le monde et si au sein du patronat, il y a deux entreprises qui se sont en train de se battre, on ne doit pas individualiser. Évidemment, c'est assez difficile avec le principe d'identification économique, mais il faut y arriver. De plus le code minier s'adresse aussi à la GCM. La GCM subit aussi les mêmes effets du code minier que toute autre entreprise. C'est le ministre des Mines qui doit garantir l'application de cette loi et le ministre des Mines n'est pas Gécamines. On a mélangé les choses.

MB : Le pays entre dans une nouvelle ère politique. Quels sont les espoirs, voire les revendications du patronat Katangais ?

EM : Les discours politiques ont placé l'économie au centre de tout. Pour avoir autant de milliards de dollars pour les cinq prochaines années, il faut nécessairement créer une croissance de l'économie. Nous croyons que c'est un bon signe que tout le monde puisse se pencher à l'amélioration de l'économie ; le pays est en train d'aller dans la bonne direction.

MB : Est-ce que vous pouvez nous donner deux mesures urgentes pour faire venir plus d'investisseurs ?

EM : Si j'ai deux mesures urgentes pour lesquelles je voudrais faire venir des investisseurs ; la toute première, l'assouplissement de l'obtention de visa pour venir visiter le Congo. La deuxième urgence, créer davantage de fluidité dans les échanges des biens, des personnes et des services.

Au constructeur de barrage : Kipay

MB : Qu'est-ce que signifie Kipay ?

EM : Ah ah ! Bonne question ! Ça veut dire «la montagne de cuivre».

MB : Vous êtes en passe de devenir le premier opérateur privé congolais à édifier un barrage. Où en êtes-vous exactement ?

EM : J'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : les études de faisabilité sont achevées ! Pour la construction d'un barrage, il faut trois parties : les études, les contrats de consommation de cette énergie et le financement. Et bien, nous avons fini toutes ses investigations. Deuxièmement, nous avons les clients, des sociétés avec qui nous négocions des contrats fermes qui vont consommer cette énergie. Je vous rappelle que dans la région où nous vivons en RDC le déficit énergétique est supérieur à 3500 mégawatts, dont 1500 MW dans l'industrie minière. Alors que vous pouvez imaginer que tout nouvel apport en courant électrique est le bienvenu. Inga c'est seulement dans 7 ans ! Pour Kipay, la première pierre sera posée en 2019 et trois ans après, on aura le premier mégawatt.

MB : Un projet comme ça, combien ça coûte ?

EM : Le budget est autour de 400 millions de dollars.

MB : Qui va le construire ?

EM : Les ingénieurs sont en train d'affiner les termes de l'appel d'offres avant de le lancer une fois que la totalité du financement aura été bouclée.

MB : Des opposants vous reprochent de construire votre barrage près d'un parc national. Qu'est-ce que vous avez à nous dire là-dessus ?

EM : C'est vrai que le projet se situe à quelques encablures d'un parc national, mais n'est pas dans le parc national et nous voulons travailler

avec l'ICCN. Il n'y a rien de moins polluant que l'énergie hydraulique, cependant, nous allons oeuvrer pour la conservation de la nature. C'est notre idéal premier. J'ai été critiqué, car les gens croyaient qu'un Congolais ne pouvait construire une idée pareille et la concrétiser. Je suis fier de montrer qu'on peut le faire. Mais je ne l'ai pas fait seul, je l'ai fait avec les meilleurs du Congo et aussi de l'extérieur, les scientifiques, ingénieurs, les topographes, les géologues, les hommes de terrain, les villageois du coin ainsi que leurs Chefs coutumiers, les prêtres ; tous ceux qui ont cru en cette idée. Cette capacité à travailler ensemble pour un même idéal est la meilleure expérience que j'en tire. À travers ces mots, j'exprime ma reconnaissance et mes remerciements à tous.



L'Administrateur de TRADE SERVICE



« Pourquoi sous-traiter ? »

VOS PROBLEMES SONT
NOS DEVOIRS



TRADE SERVICE



www.tradeservice-sprl.com

Lubumbashi | Kinshasa | Boma | Malindi | Kigali | Sokoto | Kasumbalesa | Pweto | Johannesburg

+243 99 701 5137
info@tradeservice-sprl.com

MB : Pouvez-vous nous présenter en quelques mots Trade Service ?

EM : Trade service conseille les sociétés qui travaillent en RDC. Nous prenons en charge tous les problèmes et les tracasseries, et évitons ainsi éviter aux Chefs d'entreprise de consacrer le plus clair de leur temps

MB : Trade Service est une des rares sociétés congolaises qui a vu réussir un groupe d'associés nationaux. À quoi expliquez-vous ce succès, et surtout, pourquoi faites-vous presque figure d'exception ?

à discuter avec les services. Cela va de la fiscalité à l'import-export. Nous sommes spécialisés en logistique minière. C'est dans ce cadre-là que nous travaillons avec beaucoup de compagnies minières pour assurer leur logistique, mais aussi leur défense du point de vue administratif et du code minier parce que nous sommes mandataires en mines.

EM : Merci, je prends ça pour un compliment. Cela fait plus de 18 ans que nous travaillons dans le secteur. Ce succès est dû d'abord à un travail assidu. Nous sommes toujours en avance et observons dans les détails les textes de loi. Dans notre société, nous avons 7 nationalités différentes. Chacun apporte quelque chose de nouveau et cela stimule la socialisation et la performance. Nous sommes ouverts au monde.

MB : Je reviens à «la casquette FEC». Est-ce que vous auriez un message à passer aux chefs d'entreprises et aux salariés du Congo ?

EM : Je commencerai par les salariés du Congo. La main-d'œuvre congolaise est très bonne ; il faut que les travailleurs aient confiance en eux et qu'ils défendent leurs entreprises. Du côté des employeurs qui utilisent cette main-d'œuvre ; si cette dernière est bien rémunérée et qu'elle est prise en considération par un encadrement adéquat, je crois qu'il n'y aura pas meilleurs travailleurs. Avec la sous-traitance locale, les entreprises devraient être modernisées si elles ne sont pas ouvertes aux investissements étrangers.



ÉRIC MONGA



President of the FEC Katanga



Mining & Business Magazine : **Between the new mining code and the soaring and then falling cobalt prices, this year has been a particularly rich one. Your first assessment in 2018?**

Éric MONGA :

The removal of the mining code has led to disputes with some miners. This mining code should allow more revenue for the State, mainly thanks to cobalt and other strategic minerals, which have seen their prices increase significantly compared to the past five years. Copper has also increased. Also, Congolese companies hope to have little more work and income thanks to this outbreak. The social sector would like to take a bit more advantage of this upturn. It is the mixture of all this that has created this exceptional year in 2018. While some large companies (seven) have left the FEC, believing that it

has not defended them much, many others (about fifty) remain and have appreciated the work done since the beginning of the mining code review process in 2013. The FEC defends companies in all professional segments, and this in accordance with the law.

However, production remained bullish. New investments have been and are being made and will mature within the next 12 to 24 months. That is more or less the assessment I can give.

MBM: Some large miners have left the FEC and the chamber of mines, reproaching, in particular, the President of the FEC for a conflict of interest because he is the boss of the Fédération des Entreprises du Congo and he is also the PCA of GCM, which is a state-owned enterprise, the main state-owned enterprise in

the mining sector. What is your opinion on this?

EM: CMG has the most extensive mining portfolio, and this portfolio is also shared with some of these companies. They have come into conflict with his partner represented by his PCA who is also President of the FEC. He defends his company the CMG and says what he thinks. Don't forget that the FEC is a Patronage. You must first have a company to be a member.

The FEC works for everyone, and if within the employers' organisation, two companies are fighting, we must not individualise. Obviously, it is quite tricky with the principle of economic identification, but it must be done. In addition, the mining code also applies to the GCM. CMG also suffers the same effects of the mining code as any other company. It is the Minister of Mines who must ensure the application of this law and the Minister of Mines is not CGM. We mixed things up.

MBM: The country is entering a new political era. What are the hopes, even the demands of Katangese employers?

EM: Political speeches have put the economy at the centre of everything. In order to have billions of dollars over the next five years, it is necessary to create economic growth. We believe it is a good sign that everyone can focus on improving the economy; the country is moving in the right direction.

MB: Can you give us two urgent measures to bring in more investors?

EM: If I have two urgent measures for which I would like to bring in investors; the very first is the easing of visa requirements for visiting Congo. The second urgency is to create more fluidity in the exchange of goods, people and services.

The dam builder: Kipay



MBM: What does Kipay mean?

EM: Ah ah ! Good question! It means “the copper mountain”.

MBM: You are on your way to becoming the first Congolese private operator to build a dam. Where exactly are you at with the project?

EM: I have some good news for you: the feasibility studies are complete!

For the construction of a dam, three parts are required: studies, contracts for the consumption of this energy and financing. Well, we finished all these studies. Secondly, we have customers, companies with whom we negotiate firm contracts that will consume this energy. I would remind you that in the region where we live in the DRC, the energy deficit is over 3500 megawatts, including 1500 MW in the mining industry. While you can imagine that any new supply of

electrical energy is welcome, Inga is only seven years away! For Kipay, the first stone will be laid in 2019, and three years later, we will have the first megawatt.

MBM: A project like this, how much will it cost?

EM: The budget is around \$400 million.

MBM: Who will build it?

EM: The engineers are in the process of refining the terms of the call for tenders before launching it once all the financing has been completed.

MBM: Opponents accuse you of building your dam near a national park. What do you have to say about that?

EM: It is true that the project is located a few miles from a national park but is not in the national park, and we want to work with ICCN. There is nothing less polluting than hydropower; however, we will work nature conservation in mind as it is our primary goal. I was criticised because people did not believe that a Congolese person could not build such an idea and make it a reality. I am proud to show that we can do it. However, I didn't do it alone; I did it with the best within Congo and professionals from outside including scientists, engineers, topographers, geologists, field workers as far as local villagers and their traditional chiefs, priests; all those who believed in this idea. This ability to work together for the same goal is the best experience I have ever had. Through these words, I express my gratitude and thanks to all of you.

The Administrator of Trade Service

MB: Can you introduce us in a few words to Trade Service?

EM: Trade service advises companies working in the DRC. We take care of all the problems and hassles and thus avoid company managers from devoting their time in discussions with services. Our services range from taxation to import-export, and we specialise in mining logistics. It is in this context that we work with many mining companies to ensure their logistics, but also their defence from the administrative point of view and the mining code because we are mining agents.

MB: Trade Service is one of the few Congolese companies that has seen a successful group of national partners. To what do you explain this success, and above all, why do you almost look like an exception?

EM: Thank you, I take that as a compliment. We have been working in the sector for more than 18 years. This success is due first and foremost to hard work. We are always ahead of the curve and observe the legislation in detail. In our company, we have seven different nationalities. Everyone brings something new, and it stimulates social enterprise and performance. We are open to the world.

MB: I come back to the “FEC cap”. Do you have a message to pass on to the business leaders and employees of Congo?

EM: I will start with the employees in Congo. The Congolese workforce is excellent; workers must have confidence in themselves and defend



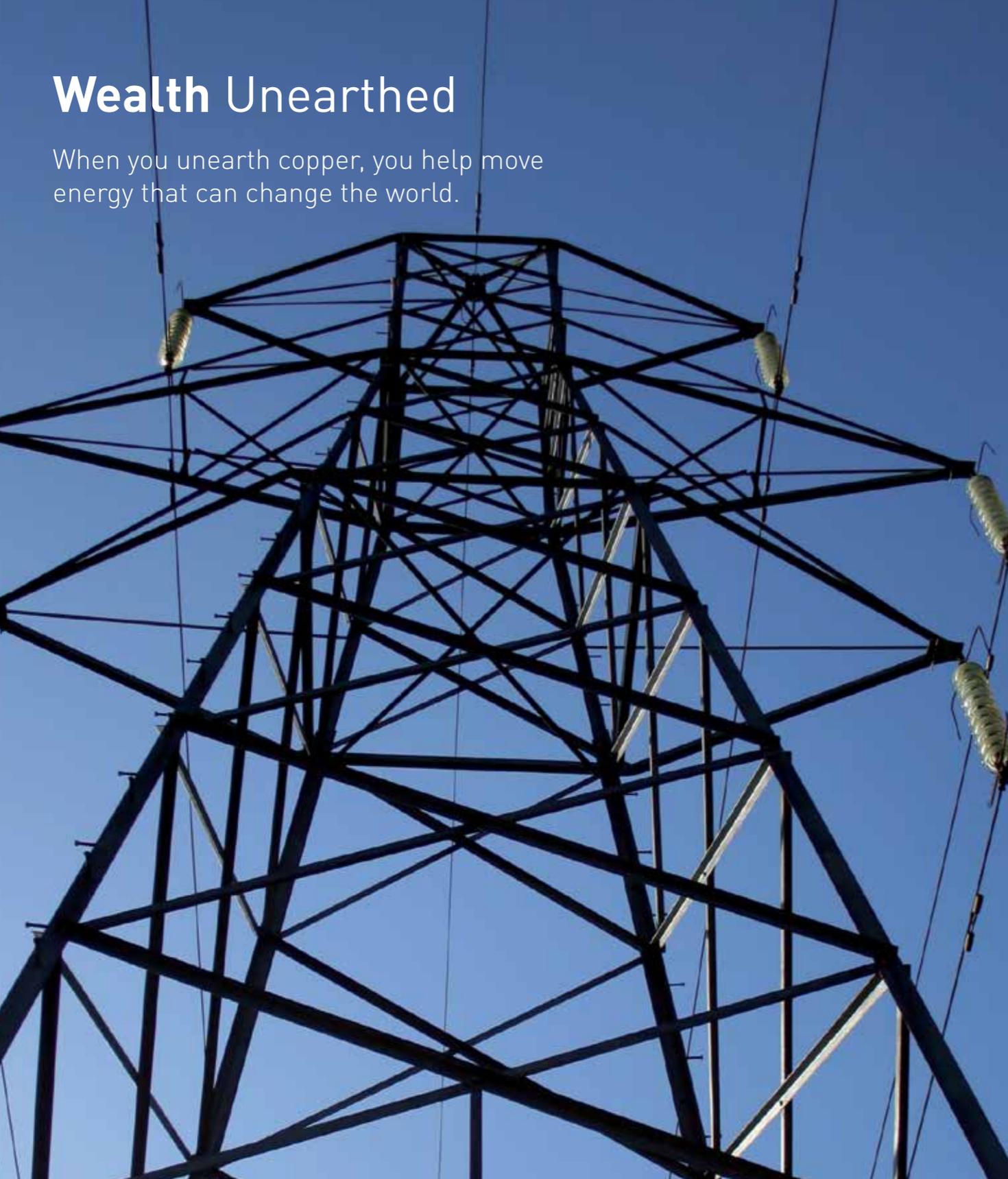
“IN OUR COMPANY, WE HAVE SEVEN DIFFERENT NATIONALITIES. EVERYONE BRINGS SOMETHING NEW, AND IT STIMULATES SOCIAL ENTERPRISE AND PERFORMANCE. WE ARE OPEN TO THE WORLD.”

their companies. As for employers who use this workforce, if it is well paid and taken into consideration by adequate supervision, I believe

that there will be no better workers. With local subcontracting, companies should upgrade if not, opened up to foreign investment.

Wealth Unearthed

When you unearth copper, you help move energy that can change the world.



This is the kind of wealth AEL Mining Services is proud to help you unearth. Advancing, constantly evolving and defining the future of explosives in the mining industry.

Tel: +243 99 5366 257
Web: www.aelminingservices.com



AFRICAN MINING INDABA CÉLÈBRE SES 25 ANS !



Notre partenaire, Mining Review Africa, a eu un entretien avec Alex Grose, Directeur général d'Investing in African Mining Indaba, au sujet de l'évolution de l'exploitation minière en Afrique et de son influence sur la conférence de 2019. Extraits.

Laura Cornish : Bonjour Alex Grose. Je suis la rédactrice en chef de la revue Mining Review Africa. Vous êtes directeur général de la conférence de Mining Indaba. Pouvez-vous m'expliquer comment vous déterminez les contenus des conférences?

Alex : C'est une excellente question. Harry Chapman, que vous connaissez peut-être, fait des recherches

sur le marché et nous essayons de trouver un équilibre entre l'actualité et le timing de nos conférences, pour monter le niveau d'excellence et avoir les meilleurs conférenciers. On doit suivre au plus près l'actualité sur les questions minières pour éviter de ne plus être à jour. Nous sommes un peu à la croisée des chemins en ce moment, mais je pense qu'il y a une chose qui est très claire et qui ressort de tout, c'est le nationalisme des ressources en Afrique. Il se manifeste plus dans certains pays comme la Tanzanie et la RDC. Je pense que la RDC est une grosse histoire. Encore une fois, notre travail est d'être le fédérateur du monde minier africain. Nous allons avoir une session sur la RDC et essayer de faire participer les différents acteurs.

Je pense que le nationalisme des ressources et l'avenir de l'Afrique sont deux des grands thèmes de la scène mondiale.

Laura : Alex, nous sommes en Afrique du Sud dans le secteur minier Indaba est en Afrique du Sud. Que pensez-vous de la charte minière 3?

Alex : Nous travaillons depuis quelques années maintenant en Afrique du Sud, je suis moi-même un amoureux de ce pays et nous y avons de grands projets. C'est un peu triste de voir ce qui s'est passé quand on pense au potentiel et à toutes les ressources de ce pays. Pourtant quand on parle aux investisseurs internationaux, on constate une réelle réticence à investir en Afrique du Sud.

Je suis certain que cela ne correspondait pas à l'idée de départ, mais je pense que nous sommes probablement dans une situation où nous pouvons à nouveau croire à une industrie performante.

En tant qu'organisateur dans le secteur minier en Afrique du Sud, nous voulons simplement soutenir cette industrie et que nous allons poursuivre nos discussions pour intégrer certaines opinions.

Laura : Alex, Mining Indaba aura pour thème l'avenir de la numérisation minière. Pourquoi l'automatisation et la numérisation sont-elles importantes pour l'industrie minière africaine?

Alex : Je pense que pour ce qui concerne l'industrie minière africaine, nous devons réaliser qu'il n'y a pas de concurrence entre les différentes régions d'Afrique du Sud ou même entre l'Afrique du Sud et la RDC ou le Zimbabwe. Pour ce qui est des investissements et des produits, nous

sommes en concurrence à l'échelle mondiale avec l'Australie et le Canada. Nous devons être une industrie de classe mondiale. Pour y parvenir, il faut envisager l'avenir avec la numérisation. Dans notre cas, il s'agit de l'exploitation minière en 2050. Il y a donc des défis intéressants à relever quand on regarde la taille de certaines mines et la profondeur à laquelle les gens doivent aller. Je ne pense pas que c'est particulièrement agréable pour des êtres humains. Il y a peut-être de meilleures solutions sans perdre des emplois, d'exploiter à de grandes profondeurs.

Laura : Alors, comment comptez-vous aborder ces thèmes dans Mining Indaba ?

Alex : Eh bien, nous avons lancé quelque chose appelé l'exploitation minière 2050 qui est un bon début.

Il semble évident que c'est ce que deviendront les mines dans 20 à 30 ans. Nous avons fait ce qui s'imposait et avons prévu d'augmenter le volume des conférences en termes de contenu et de durée. La numérisation automatique est évidemment un élément central.

Laura : Alex, c'est le 25e anniversaire de Mining Indaba cette année, quels seront les «happenings» qu'on peut s'attendre à voir à Mining Indaba en 2019 ?

Alex : (...) Nous sommes sur le point de faire deux ou trois annonces vraiment excitantes. Cela va rendre l'expérience des délégués plus amusante. Nous espérons de belles rencontres au niveau des chefs d'État. La participation du Président Ghana est annoncée et nous aurons

la confirmation bientôt. Au niveau national, nous avons bien évidemment l'impulsion ministérielle, mais je compte annoncer la venue de chefs d'État dans les deux semaines qui viennent. Donc oui, ça va être la plus grande et la meilleure Indaba depuis des années.

*Source
Avec l'aimable autorisation de Mining Review Africa et de Laura Cornish, Rédactrice en chef de la revue Mining Review Africa*

Lien vers l'interview du nouveau PDG sur le site de Mining Review Africa réalisée et publiée par l'éditeur de MRA :

<https://www.miningreview.com/mining-indaba-md-alex-grose-talks-trends-and-evolution-for-africas-mining-sector/>



L'ACCÈS INTERNET HAUT DÉBIT EN TOUTE SIMPLICITÉ



Broadband Solution

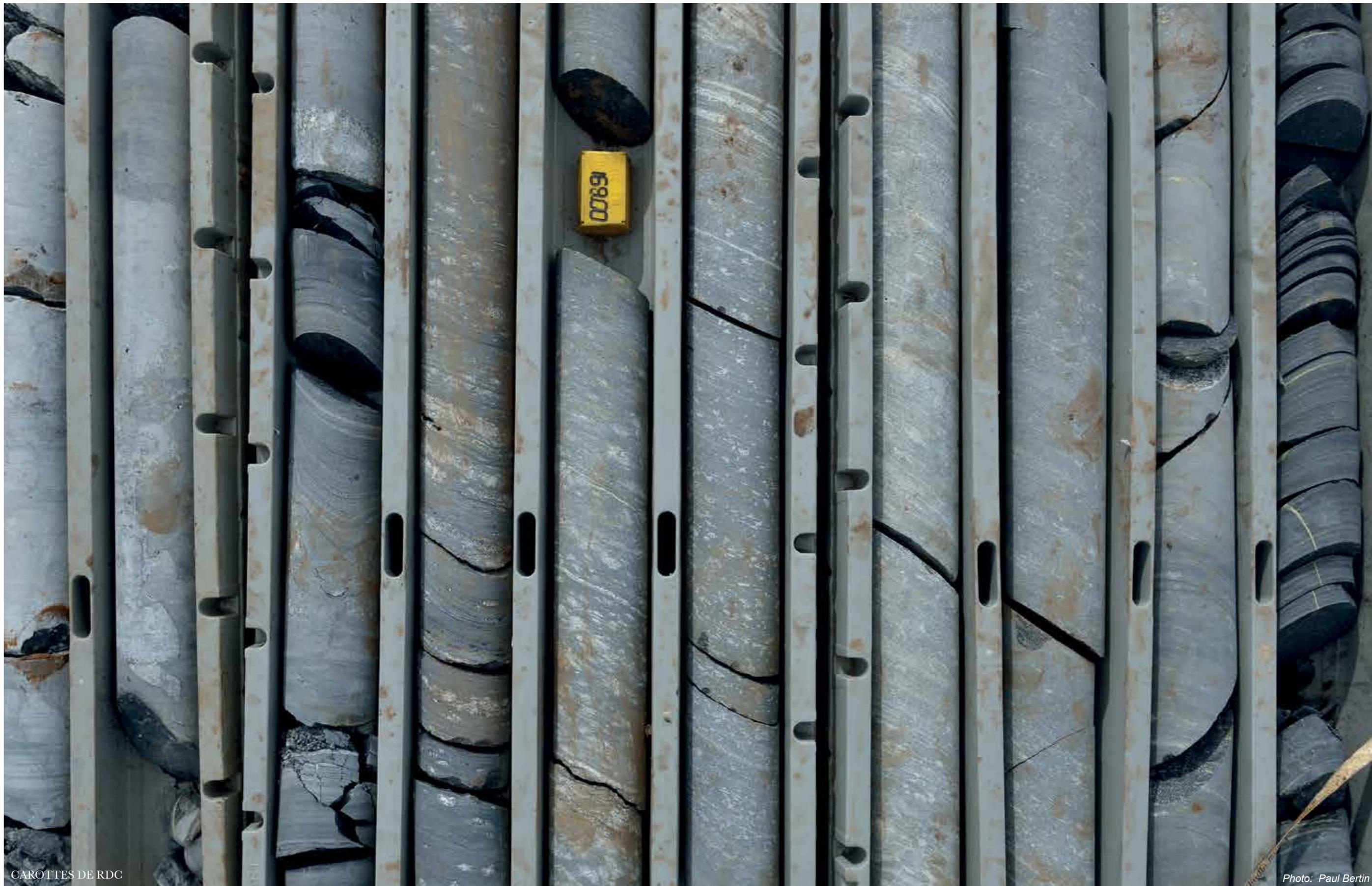
AV. MAMA YEMO 486
Tél: 0990909500/0828502713
sales@lub.gbs.cd - www.global.cd



Mining Services

KANSUKI PLAN

243 99 5366 257
www.aelminingservices.com



CAROTTES DE RDC

Photo: Paul Bertin

Focus on your business



does the rest

Turn-key business management solutions that include:

- Company registration
- Global management back office
- Compliance and administration
- Finance advice



Workforce placement:

- Human resource
- Management
- Administration
- Payroll
- Visa

Ambroise Tshiyoyo, Président de la Chambre de Commerce franco-congolaise



photo by Christopher Bola

À l'heure où la France affirme sa volonté de réinvestir fortement en RDC, M&B a souhaité en savoir plus et a proposé à Ambroise Tshiyoyo, Président de la Chambre de Commerce franco-congolaise, de tirer un premier bilan 2018 et de nous présenter les perspectives 2019. Interview.

Mining and Business Magazine: Monsieur le Président, un premier bilan 2018 des activités de la CCIFC?

Ambroise Tshiyoyo : Je tiens à rappeler avant tout que notre mission en tant que Chambre de commerce

franco-congolaise est de créer des dynamiques d'échanges entre les deux pays. Et que ces dynamiques doivent autant bénéficier aux investisseurs français en RDC qu'aux investisseurs congolais.

Dans les faits, cette mission consiste à prodiguer de l'information économique aux investisseurs, présents ou désireux de s'implanter, de faire de la formation, de la veille juridique, d'accompagner et d'assister les acteurs économiques français en RDC et Congolais en France, et d'encourager la création de joint ventures franco-congolaises. Sur tous ces chapitres, le cru 2018 a été particulièrement positif. On a d'ailleurs noté une nette montée en puissance des adhésions et une

forte participation à nos déjeuners thématiques, sans compter le succès de la nouvelle formule de la Semaine française.

M&B : Je crois savoir que la pépinière se porte bien également...

AT : Tout à fait. Nous avons mis sur pied une pépinière destinée aux entreprises françaises désireuses d'investir en RDC. Nous leur donnons une adresse postale et leur proposons divers services. Cela leur permet de se familiariser avec l'écosystème congolais et d'affiner leur projet le cas échéant. Cela nous permet en plus, de notre côté, de vérifier l'expertise technique et la solidité financière de l'entreprise...

M&B : Revenons sur la Semaine française 2018...

AT : Les acteurs avaient exprimé le souhait de voir l'événement devenir plus technique, plus B2B, et un peu moins grand public. Nous nous devions de répondre à cette demande. Je crois que cette formule renouvelée a su les satisfaire, sans pour autant exclure le grand public. Nous préparons d'ailleurs d'ores et déjà l'édition 2019 qui sera placée sous le thème « Sous-traitance et transformation ».

M&B : Sujet au cœur des intérêts français...

AT : Oui, et des intérêts congolais ! Il est souvent important de le rappeler. La France a une réelle expertise en BTP, dans l'industrie extractive, et en télécommunications notamment. La RDC est à l'évidence une véritable terre d'opportunités pour ces grands groupes de l'Hexagone. En tant que pays leader en termes de recherche et développement, doté d'une technologie très avancée, elle est un partenaire de choix pour favoriser le

transfert de compétences en RDC et donc lui permettre de se développer. Mais je n'oublie pas l'industrie agro-alimentaire, dont la France est, là encore, un des champions mondiaux. Entre les terres arables disponibles à bas prix, une main-d'œuvre jeune et bon marché, un climat idéal, un vivier de bientôt cent millions de consommateurs, sans compter l'espace économique sous-régional, je peine à comprendre pourquoi les grands groupes français ne sont pas présents!

M&B : Seraient-ils trop frileux ?

AT : Peut-être... Mais c'est en grande partie dû à tous ces clichés sur la RDC. Trop peu de gens en France savent que l'immense majorité du territoire est pacifié et que le risque RDC n'est finalement pas plus important que dans certains pays de l'Est de l'Europe...

M&B : Comment y remédier ?

AT : Cela fait partie de nos projets 2019. En partenariat avec l'ANAPI, nous partons à Paris présenter les opportunités d'affaires en RDC aux investisseurs français. Il faut multiplier les rencontres business en France afin de convaincre et cela passe par le fait d'apporter un éclairage nouveau sur le pays.

M&B : Il y a peut-être aussi un manque de volonté politique ?

AT : Côté français, certainement! (Rire) Même si les choses sont en train de changer. En rendant la circulation des acteurs économiques aussi difficile, le France ne joue pas le jeu du partenariat sur le long terme et, je le crains, n'a pas encore bien compris l'immensité du potentiel congolais. C'est vrai que la RDC se tourne volontiers vers la Chine, l'Inde, et vers d'autres pays. Mais ce n'est pas obligatoirement par choix. D'autant que les barrages linguistiques et culturels qui, rappelons-le, restent un énorme frein aux affaires, sont

beaucoup plus importants.

Il y a interdépendance entre nos économies, et non plus dépendance, et chacun doit le comprendre en posant des actes forts.

M&B : Par exemple ?

AT : Je reste sincèrement convaincu que la France doit augmenter son offre en termes de formation des jeunes cadres congolais notamment si elle veut conserver son aura économique ici, comme le font les géants asiatiques. Car il ne faut pas oublier que ces jeunes, qui étudient en ce moment à Pékin ou Bombay seront les décideurs de demain. Elle doit aussi s'inscrire pleinement dans une logique de partenariats d'affaires équilibrés.

M&B : Faut-il opérer à des rapprochements entre Chambres africaines pour consolider les relations à l'échelle continentale ?

AT : Oui, absolument! Et c'est aussi un de nos objectifs 2019. Nous avons déjà pris langue avec nos confrères du Maroc et de Côte d'Ivoire et comptons aller beaucoup plus loin.

M&B : Votre homologue d'Afrique du Sud, Yves Guenon, nous a également accordé une interview dans ce numéro. Il semble sur la même longueur d'onde et envisage de conduire une délégation d'investisseurs français à la DRC Mining Week 2019.

AT : C'est parfait! Les sièges de plusieurs groupes français de taille internationale sont installés en Afrique du Sud et c'est donc une excellente chose. Je pense même qu'il serait bon que nous fassions pavillon commun lors de l'événement. Nos intérêts sont croisés. J'espère également qu'ils viendront à la Semaine française...

M&B : On a parfois l'impression que la France semble vouloir damer le pion à la Belgique sur le terrain congolais. Qu'en pensez-vous ?

AT : La France s'est impliquée de manière constructive ces dernières années dans la stabilisation de la situation en RDC et cela sans à priori. C'est peut-être cela qui donne cette impression. Et si je peux me permettre, sans jugement de valeur, d'évoquer l'attitude de certaines autorités de l'ancienne métropole pour la même période, j'ai l'impression qu'elles se sont immiscées de manière hasardeuse dans les affaires intérieures du Congo... Et cela ne plaît pas! Nous avons suffisamment d'acteur en interne pour s'en charger!

M&B : Dont acte! Et cela vaut pour tous les autres, j'imagine ?

AT : Vous m'avez compris!

M&B : Autre chose ?

AT : Oui, deux choses. Tout d'abord, je voudrais rappeler aux investisseurs français que si le risque pays est plus élevé que dans la plupart des pays développés, le retour sur investissements est lui aussi à la hauteur. Dans l'immobilier par exemple, on note des amortissements à 8 ou 10 ans... Ce qui est tout de même exceptionnel...

Je rappellerai ensuite qu'il est encore temps pour nos deux pays de nouer un véritable partenariat gagnant-gagnant de grande ampleur, mais que le temps est compté. Je me réjouis en tout cas que les relations avec la France s'améliorent et suis certain que cela sera profitable à nos deux pays.

M&B : Monsieur le Président de la CCIFC, merci.

AT : Merci à vous.

Ambroise Tshiyoyo, Président of the Franco-Congolese Chamber of Commerce



photo by Christopher Bola

At a time when France is affirming its willingness to reinvest vigorously in the DRC, M&B wanted to know more and proposed to Ambroise Tshiyoyo, President of the Franco-Congolese Chamber of Commerce, to share his first assessment in 2018 and present us with the 2019 outlook. Interview.

Mining and Business Magazine: Mr Speaker, what does first report in 2018 on the activities of the CCIFC inform us?

Ambroise Tshiyoyo: I would like to remind you first of all that our mission as the Franco-Congolese

Chamber of Commerce is to create dynamic exchanges between the two countries also, that these dynamics must benefit both French investors in the DRC and Congolese investors. In practice, this mission consists in providing economic information to investors, present or willing to set up, to provide training, legal monitoring, to support and assist French economic actors in the DRC and Congolese in France, and to encourage the creation of Franco-Congolese joint ventures. In all these areas, the 2018 vintage was particularly positive. We also noted a definite increase in membership and active participation in our thematic luncheons, not to mention the success of the new formula for French Week.

M&B: I understand that the nursery is also doing well...

AT: Absolutely. We have set up an incubator for French companies wishing to invest in the DRC. We gave them a postal address and offered them various services which allow them to familiarise themselves with the Congolese ecosystem and to refine their project if necessary. In turn, this also allows us to verify the technical expertise and financial soundness of the company...

M&B: Let's look back at French Week 2018...

AT: The actors had expressed their wishes to see the event become more technical, more B2B, and a little less public. We had to respond to this request. I believe that this renewed formula has satisfied them, without excluding the general public. We are already preparing the 2019 edition, which will be placed under the theme "Subcontracting and transformation".

M&B: Subject at the heart of French interests...

AT: Yes, and Congolese interests! It is often important to remember this. France has real expertise in construction, the extractive industry and telecommunications in particular. The DRC is a land of opportunities for these major groups. As a leading country regarding research and development, with highly advanced technology, it is a partner of choice to promote the transfer of skills in the DRC and thus enable it to develop. However, I do not forget the agri-food industry, of which France is, once again, one of the world champions. Between the arable land available at low prices, a young and cheap labour force, an ideal climate, a pool of

nearly 100 million consumers, not to mention the sub-regional economic area, I find it difficult to understand why the major French groups are not present!

M&B: Are they too cautious?

AT: Maybe... However, it's primarily due to all these clichés about the DRC. Too few people in France know that the vast majority of the territory is peaceful and that the risk of the DRC is ultimately no higher than in some Eastern European countries...

M&B: How to fix it?

AT: This is part of our 2019 projects. In partnership with ANAPI, we are going to Paris to present business opportunities in the DRC to French investors. It is necessary to multiply business meetings in France to convince, and this requires bringing a new perspective on the country.

M&B: Maybe there is also a lack of political will?

AT: French side, certainly! (Laughs) Even if things are changing. The movement of economic actors is difficult, France is not playing the partnership game in the long term and, I fear, has not yet fully understood the immensity of the Congolese potential. It is true that the DRC is willing to turn to China, India, and other countries. However, it doesn't have to be by choice. Especially since linguistic and cultural barriers, which, it should be remembered, remain a considerable obstacle to business, are much more important. Our economies are interdependent and are no longer dependent; moreover, everyone must understand this by taking strong action.

M&B: For example?

AT: I remain sincerely convinced that France must increase its offer concerning training young Congolese executives, especially if it wants to maintain its economic aura here, as the Asian giants are doing. We must not forget that these young people, who are currently studying in Beijing or Bombay, will be the decision-makers of tomorrow. It must also be entirely in line with a balanced business partnership approach.

M&B: Should there be closer links between African Chambers to strengthen relations on a continental scale?

AT: Yes, absolutely! Moreover, it is also one of our 2019 objectives. We have already spoken with our colleagues from Morocco and Côte d'Ivoire and intend to go much further.

M&B: Your South African counterpart, Yves Guenon, also gave us an interview in this issue. He seems to be on the same wavelength and plans to lead a delegation of French investors to the DRC Mining Week 2019.

AT: That's perfect! The headquarters of several French international groups are located in South Africa, so it is an excellent thing. I even think it would be good if we could have a joint pavilion at the event. Our interests are crossed. I also hope that they will come to the French Week...

M&B: Sometimes we get the impression that France seems to want to beat Belgium on Congolese soil. What do you think of that?

AT: France has been constructively involved in stabilising the situation in the DRC in recent years, without a priori. Maybe that's what gives that impression. And if I may, without any value judgment, mention the attitude of certain authorities of the former metropolis for the same period, I have the impression that they have riskily interfered in the internal affairs of the Congo... And that does not please! We have enough internal actors to handle it!

M&B: Of which act! Also, that goes for all the others, I suppose?

AT: You understood me!

M&B: Anything else?

AT: Yes, two things. First of all, I would like to remind French investors that while country risk is higher than in most developed countries, the return on investment is also commensurate. In real estate, for example, there is depreciation at 8 or 10 years, which is still exceptional. I would then like to remind you that there is still time for our two countries to establish a genuine win-win partnership on a large scale, but that time is running out. In any case, I am delighted that relations with France are improving and I am sure that this will be beneficial to both our countries.

M&B: Mr President of the CCIFC, thank you.

AT: Thank you very much.

*RAWBANK thanks you for your loyalty
and wishes you and your loved ones
happy holidays and an excellent year 2019.*

The most beautiful success is the one that is shared.



Contact:

66, avenue Lukusa. Gombe - Kinshasa. Democratic Republic of Congo.
Tél. +243 99 60 16 300 - Free number : 4488 - Website : www.rawbank.cd

Rawbank Rawbank sa

RAWBANK
is my bank.

YVES GUENON

Président de la Chambre de Commerce et Industrie Franco Sud-Africaine.



Bonjour Monsieur Guenon. Pourriez-vous vous présenter?

Yves GUENON : J'ai terminé ma carrière comme responsable dans un grand groupe français en Afrique du Sud, ces dix dernières années. Aujourd'hui, j'ai décidé de rester dans ce pays pour aider à la transition économique.

Mining & Business : La Chambre de Commerce et d'Industrie sud-africaine, c'est quoi exactement?

YG : Nous sommes environ 200 membres. C'est-à-dire groupes, compagnies et individuels, avec 65 % de compagnies sud-africaines et 35 % de sociétés françaises. Nous avons comme objectif de développer les échanges entre l'Afrique du Sud et la France, mais aussi entre l'Afrique du Sud et la région parce que beaucoup de firmes françaises ont leur siège social à Johannesburg ou à Cape Town pour l'ensemble de l'Afrique Australe.

MB : Est-ce que vous travaillez déjà avec d'autres Chambres de Commerce? Lesquelles? Est-ce que vous êtes intéressés par des collaborations avec des CCI de la région?

YG : Oui, nous travaillons déjà un peu avec certaines. Par exemple celle du Kenya. Sachant qu'on essaie de démarrer les relations le Mozambique et le Ghana. Mais, il est clair que notre objectif est de développer ces relations entre CCI d'Afrique australe. C'est d'ailleurs un des points forts évoqués lors de la réunion des présidents et des directeurs des Chambres africaines à Paris en juin dernier.

MB : Quelles sont les synergies justement entre ces différentes Chambres de Commerce?

YG : Les premières synergies : Queles responsables se parlent entre eux. C'est à mon avis le premier point.

On a quand même une chance dans cette région : c'est que Business France intervient sur la totalité sur la région subsaharienne. Et comme les relations sont excellentes entre « Business-France » et la CCI en Afrique du Sud, on ne voit pas de difficulté à compléter cette bonne relation avec les autres Chambres de Commerce. L'idée étant d'identifier les besoins et les opportunités dans les différents pays pour se focaliser là où les ils sont urgents et importants.

MB : Quels sont les secteurs dans lesquels la Chambre de Commerce d'Afrique du Sud peut intervenir en RDC?

YG : Je vous l'ai dit, nous sommes particulièrement présents sur les secteurs de l'énergie, de la logistique, de l'agriculture et de l'agroalimentaire en particulier, et des infrastructures. Et en ce qui concerne les entreprises sud-africaines, il y a tout le secteur minier qui compte des acteurs très en avance et performants.

Propos recueillis par Oliver Loury

« NOUS SOMMES PARTICULIÈREMENT PRÉSENTS SUR LES SECTEURS DE L'ÉNERGIE, DE LA LOGISTIQUE, DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE EN PARTICULIER, ET DES INFRASTRUCTURES. ET EN CE QUI CONCERNE LES ENTREPRISES SUD-AFRICAINES, IL Y A TOUT LE SECTEUR MINIER QUI COMPTE DES ACTEURS TRÈS EN AVANCE ET PERFORMANTS. »

YVES GUENON

President of the Franco-South African Chamber of Commerce and Industry.

“THE RELATIONS BETWEEN “BUSINESS-FRANCE” AND THE ICC IN SOUTH AFRICA ARE EXCELLENT, IT IS NOT DIFFICULT TO COMPLETE THIS GOOD RELATIONSHIP WITH THE OTHER CHAMBERS OF COMMERCE. THE IDEA IS TO IDENTIFY THE NEEDS AND OPPORTUNITIES IN THE DIFFERENT COUNTRIES TO FOCUS WHERE THEY ARE URGENT AND ESSENTIAL.”

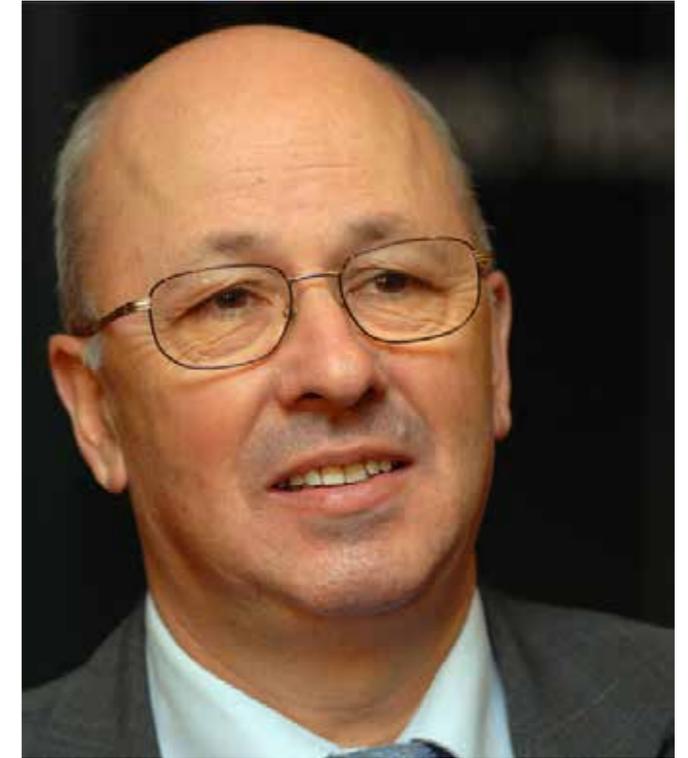
Mining and Business Magazine
Good morning, Mr Guenon.
Could you introduce yourself?

Yves GUENON: I have finished my career as a manager in a large French group in South Africa over the past ten years. Today, I decided to stay in this country to help with the economic transition.

MB: What exactly is the South African Chamber of Commerce and Industry?

YG: We are about 200 members. That is to say groups, companies and individuals, with 65% of South African companies and 35% of French companies. Our objective is to develop trade between South Africa and France, but also between South Africa and the region because many French firms have their headquarters in Johannesburg or Cape Town for the whole of Southern Africa.

MB: Do you already work with other Chambers of Commerce? Which ones? Are you interested in collaborating with local CCIs?



YG: Yes, we are already working a little with some of them. For example, Kenya's knowing that we are trying to start relations between Mozambique and Ghana. However, it is clear that our objective is to develop these relationships between CCIs in Southern Africa. This is one of the strong points mentioned at the meeting of the Presidents and Directors of the African Chambers in Paris last June.

MB: What are the synergies between these different Chambers of Commerce?

YG: Firstly: Let the managers talk to each other. That, in my opinion, is the first point. We still have a chance in this region: it's that Business France is involved in the entire sub-Saharan region. Also, as the relations between

“Business-France” and the ICC in South Africa are excellent, it is not difficult to complete this good relationship with the other Chambers of Commerce. The idea is to identify the needs and opportunities in the different countries to focus where they are urgent and essential.

MB: What are the sectors in which the South African Chamber of Commerce can operate in the DRC?

YG: As I told you, we are particularly active in the energy, logistics, agriculture and agri-food sectors in particular, and infrastructure sectors. Moreover, as far as South African companies are concerned, there is the entire mining sector with very advanced and efficient players.

ÉRIC RAMBELOSON Vice président chambre de commerce franco-zambienne



Mining & Business: Monsieur le Vice-Président, est-ce que vous pourriez vous présenter en quelques mots?

Éric RAMBELOSON : Je suis français. Je suis en Zambie depuis 2001. Je me suis occupé d'une grosse société zambienne pendant 7 ans. Je suis reparti ensuite entre la France et Madagascar. Je suis revenu en 2010 où à nouveau je me suis occupé de deux sociétés, dont un hôpital privé. Je suis désormais consultant et je fais du business développement.

MB : La CCFZ ça représente quoi exactement? Combien de membres?

ER : La Chambre a été créée en septembre dernier. On a créé un premier évènement en coopération avec l'Ambassadeur de France : Le Beaujolais nouveau. Nous avons un board dans lequel sont représentées trois grosses sociétés françaises à savoir Total, Lafarge et Bolloré. Les quatre autres membres du board étant des individuels comme moi.

MB : Est-ce que vous êtes intéressés par des collaborations avec d'autres Chambres de Commerce de la région par exemple?

ER : Tout à fait. On espère travailler avec les Chambres de Commerce d'Afrique du Sud, du Mozambique et du Zimbabwe. On va travailler également avec les Chambres de Commerce ici à Harare, les Britanniques et les Américains.

MB : Le Président de la Chambre Franco Sud-Africaine, Yves Guenon nous a également accordé une interview. Il envisage de conduire une délégation d'investisseurs français à la DRC Mining Week qui est le grand évènement en juin à Lubumbashi. Vous seriez intéressés pour faire « pavillon commun » par exemple?

ER : Oui tout à fait! D'ici à juin, on espère avoir un certain nombre de membres notamment de miniers. Et effectivement, pourquoi pas? Nous

sommes tout à fait ouverts à ce type d'évènement.

MB : Vous seriez prêt aussi à aller jusqu'à Kinshasa pour la semaine française un peu plus tard en juin?

ER : Oui, pourquoi pas. On est tout fait ouvert. Encore une fois, l'idée c'est de travailler sur la région Afrique-Ausrale, Congo compris et d'avoir des partenariats avec toutes les Chambres de la région.

MB : Avec votre expérience, quels seraient les secteurs dans lesquels la Chambre de Commerce Franco-Zambienne pourrait intervenir en RDC?

ER : En RDC, je pense, on pourrait aider les sociétés zambiennes à s'implanter en RDC. Essentiellement, l'aide aux miniers voir aux sous-traitants zambiens voulant s'implanter en RDC.

MB : Est-ce qu'il y a autre chose que vous voulez partager avec nous?

ER : Encore une fois le secteur porteur aujourd'hui en Zambie c'est essentiellement les mines. Ça, c'est un secteur qui a toujours été porteur depuis 40 ans. Le tourisme également. Je pense que le tourisme, le gouvernement zambien, fait le maximum pour développer le tourisme pour voir les synergies avec d'autres compagnies. Voilà donc, c'est les principaux secteurs et également l'industrie agroalimentaire.

MB : Monsieur le Vice-Président merci.

ÉRIC RAMBELOSON Vice-president Franco-Zambian chamber of commerce

Mining & Business: Mr. Vice President, could you introduce yourself in a few words?

Éric RAMBELOSON : I am French. I have been in Zambia since 2001. I handled a big Zambian company for seven years. Then I went back to France and Madagascar. I came back in 2010 where again I took care of two companies, including a private hospital. I am now a consultant and I do business development.

MB: What exactly does the CCFZ represent? How many members?

ER: The Chamber was created last September. A first event was created in cooperation with the French Ambassador: Le Beaujolais nouveau. We have a board in which three major French companies are represented, namely Total, Lafarge and Bolloré. The other four members of the board being individuals like me.

MB: Are you interested in collaborating with other Chambers of Commerce in the region, for example?

ER: Absolutely. It is hoped to work

with the Chambers of Commerce of South Africa, Mozambique and Zimbabwe. We will also work with the Chambers of Commerce here in Harare, the British and the Americans.

MB: The President of the Franco South African Chamber, Yves Guenon also gave us an interview. He plans to lead a delegation of French investors to the DRC Mining Week, which is the major event in June in Lubumbashi. Would you be interested in doing a "common pavilion" for example?

ER: Yes, absolutely! By June, we hope to have a number of members, including mining workers. And indeed, why not? We are very open to this type of event.

MB: Would you also be ready to go to Kinshasa for the French week later in June?

ER: Yes, why not. We're all open-minded. Once again, the idea is to work on the Africa-South Africa region, including Congo, and to have partnerships with all the Chambers in the region.

MB: With your experience, what would be the sectors in which the Franco-Zambian Chamber of Commerce could operate in the DRC?

ER: In the DRC, I think, we could help Zambian companies to establish themselves in the DRC. Essentially, assistance to Zambian mining companies and subcontractors wishing to set up in the DRC.

MB: Is there anything else you want to share with us?

ER: Once again, the growth sector in Zambia today is mainly mining. This is a sector that has always been buoyant for 40 years. So is tourism. I think that tourism, the Zambian government, is doing its utmost to develop tourism to see synergies with other companies. So these are the main sectors and also the agri-food industry.

MB: Mr. Vice President, thank you.



KISENGE, MANGANÈSE EN STOCK !

GISEMENT	OXYDES RICHES	OXYDES PAUVRES	OXYDES TRES PAUVRES	CARBONATES	TOTAL
KISENGE	731.313	515.001	331.488	303.375	1.881.177
KAMATA PRINCIPAL	797.400	419.376	257.313	993.375	2.467.464
KAMATA LEFT BANK	142.162	169.381	153.780	2.577	467.900
KAPOLO WEST	482.169	333.360	187.310	9.516	1.012.355
KAPOLO EAST	352.852	324.023	151.299	9.186	837.360
TOTAL	2.505.896	1.761.141	1.081.190	1.318.029	6.666.256

RÉSERVE IN SITU

Le Manganèse métal est indispensable à la production d'acier qui en consomme environ 90 pour cent. Il faut le transformer en ferro manganèse pour qu'il joue son rôle en sidérurgie. La grande zone productrice reste l'Afrique avec le Gabon et l'Afrique du Sud. Le Gisement de Kinsenge en RDC reste inexploité pour des raisons d'infrastructures terrestres.

Les mines de Kinsenge sont situées à environ 750 kilomètres à l'ouest de Lubumbashi, à environ 150 kilomètres de la frontière angolaise.

Les travaux dans la mine ont commencé en 1950 et environ 350 000 tonnes de produits de minerai de manganèse ont été exportées par l'intermédiaire de la ligne de chemin de fer de Benguela. La suspension de la production en 1976 a été provoquée par la guerre en Angola qui a mené à la fermeture de la ligne de Benguela. La dernière exploitation des minerais dans la partie occidentale de Kapolo a été arrêtée en 1984.

Les minéralisations de manganèse sont contenues dans des lentilles métachistes (gondites) alternant avec des schistes parfois graphiteux, qui appartiennent aux séricitoschistes de l'UNITE-A. Ces lentilles sont alignées en chapelets à proximité du contact avec les amphiboloschistes de l'UNITE-B.

Le mur de la minéralisation est formé de roches quartzieuses très métamorphiques à muscovite, biotite, trémolite, grenats, qui sont minéralisés en pyrite. Les pegmatites intrudées dans la zone à manganèse sont parfois légèrement stannifères.

Les couches minéralisées ont un pendage Sud de l'ordre de 45 à 70° et constituent des reliefs dus à la dureté des oxydes de manganèse. Des croûtes latéritiques contenant des « nodules » de manganèse ont été observées sur les flancs des collines minéralisées; ces nodules, ou plutôt « concrétions » résultent probablement du remaniement par l'érosion des minerais affleurant au sommet des collines. De telles croûtes manganésifères sont actuellement visibles à l'extrémité ouest du flanc nord de la carrière de KAMATA.

Les formations géologiques de ce secteur appartiennent au craton du Congo; elles sont situées à l'extrême Sud de la vaste région Kasai-Lomami-Lulua qui consiste en un complexe de roches métamorphiques et ignées. Les données géochronologiques fournissent quatre groupes d'âge pour ce complexe : 1 850, 2 125, 2 650 et 3 280 millions d'années (CAHEN &

Les gisements de manganèse à Kinsenge consistent en trois occurrences majeures, KISENGE, KAMATA et KAPOLO, qui s'étendent d'est en ouest sur environ 8 km. Des occurrences moins importantes sont également connues, comme celles de KAMATA RIVE GAUCHE et WESO situées entre KAMA TA et KAPOLO.

La capacité de courant électrique de la ligne est de 64 MW dont les travaux dans la mine prennent environ 3-4 MW de cette capacité, qui laisse environ 60 MW pour l'installation d'autres travaux.

LEPERSONNE, 1967), et le situent par conséquent dans l'archéozoïque. Dans le secteur de Kinsenge, on reconnaît trois unités géologiques bien distinctes orientées plus ou moins est-ouest, se succédant comme suit du nord vers le Sud :

UNITE-A : des séricitoschistes (micaschistes) et quartzites,

affleurants entre les rivières Lukoshi et Luashi.

Ces couches forment des amas discontinus dont l'extension latérale est mal connue.

UNITE-B : des amphiboloschistes à filons de pegmatites et intrusions de gabbro, disposés dans l'axe de

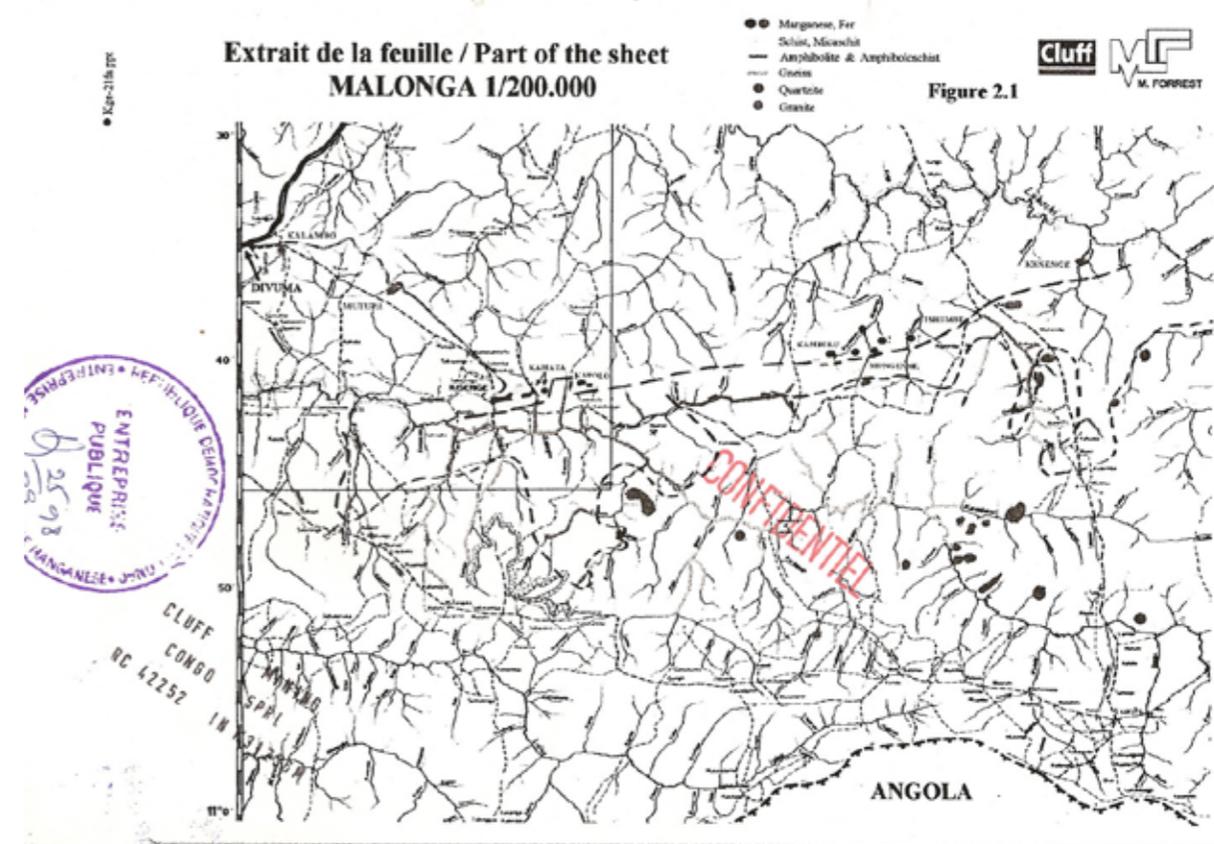
la rivière Luashi. On peut aussi distinguer une zone de gneiss et une zone granitique se succédant au Sud.

UNITE-C : des granites, affleurants au sud de la rivière Luashi.

SITUATION GEOGRAPHIQUE

Kinsenge Manganèse se situe à plus ou moins 700km du Nord Ouest de Lubumbashi et on peut y accéder par trois voies (Fig 1 et 2) :

- Par route (Lubumbashi-Likasi-Kolwezi-Mutshatsha-Divuma-Kinsenge) ;
- Par train (Lubumbashi-Likasi-Kolwezi-Mutshatsha-Divuma-Kinsenge) ;
- Par avion (des pistes d'atterrissages)



KISENGE, MANGANESE IN STOCK!

the Benguela rail line. The suspension of production in 1976 was caused by the war in Angola that led to the closure of the Benguela rail line. The last mining operation in the western part of Kapolo was stopped in 1984.

Manganese mineralisations are contained in natoschist lenses (gondites) alternating with sometimes graphite shales, which belong to UNITE-A sericitoschists. These lenses are aligned in strings near contact with UNITE-B amphiboloschists. Very metamorphic quartz rocks form the wall of the mineralisation with muscovite, biotite, tremolite, garnets, which are mineralised in pyrite.

Intruded pegmatites in the manganese zone are sometimes slightly stanniferous. The mineralised layers have a South dip of about 45 to 70° and constitute reliefs due to the hardness of manganese oxides. Lateritic crusts containing manganese “nodules” have been observed on the sides of mineralised hills; these nodules, or rather “concretions”, probably result from the reworking by erosion of the minerals exposed at the top of the hills. Such manganiferous crusts are currently visible at the western end of the northern flank of the KAMA TA quarry.

The geological formations in this area belong to the Congo craton and are located in the far south of the vast Kasai-Lomami-Lulua

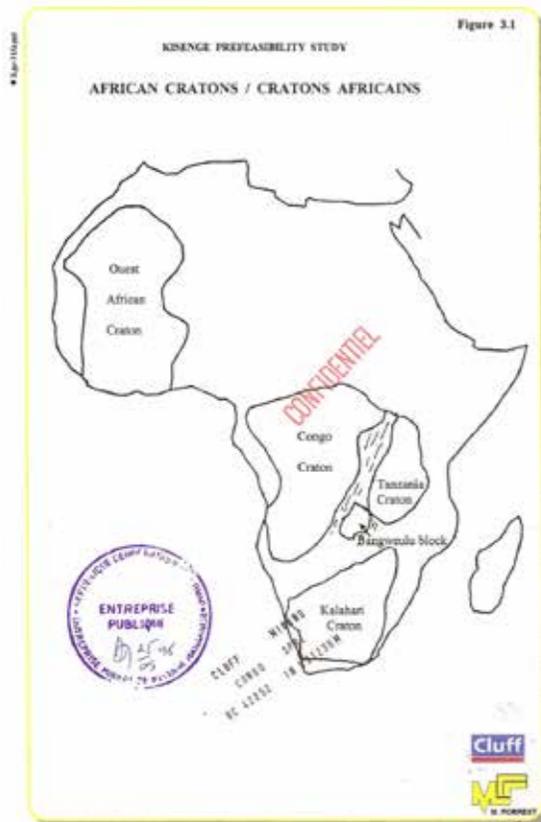
region, which consists of a complex of metamorphic and igneous rocks. Geochronological data provide four age groups for this complex: 1,850, 2,125, 2,650 and 3,280 Million years (CAHEN & LEPERSONNE, 1967), and therefore place it in the ARCHEOZOIC.

In the Kisenge area, there are three distinct geological units oriented more or less East-West, succeeding each other from North to South: UNITE-A: sericitoschists (micaschists) and quartzites, outcropping between the Lukoshi and Luashi rivers. These layers form discontinuous clusters whose lateral extension is poorly known.

UNITE-B: amphiboloschists with pegmatite veins and gabbro intrusions, arranged in the axis of the Luashi River. We can also distinguish a gneiss zone and a successive granitic zone in the South.

UNITE-C: granites, outcropping south of the Luashi River.

The electrical power capacity of the line is 64 MW, the work of which in the mine takes about 3-4 MW of this capacity, leaving about 60 MW for the possible installation of other work.



Manganese metal is essential for steel production, which consumes about 90 percent of it. It must be transformed into ferro manganese so that it can play its role in the steel industry. The main producing area remains Africa with Gabon and South Africa. The Kisenge field in the DRC remains unexploited for terrestrial infrastructure reasons.

The Kisenge mines are located about 750 kilometres northwest of Lubumbashi, about 150 kilometres from the Angolan border. Work in the mine began in 1950, and about 350,000 tonnes of manganese ore products were exported through



HOSPITALITY SERVICES

FOOD SERVICES



CAMP DESIGN & CONSTRUCTION

LOCAL COMMUNITY DEVELOPMENT



At Sodexo, we believe that to create value, organizations and society as a whole must place people at the center of their thinking. We consider quality of life to be an essential factor in individual and collective performance, and improving quality of life is our business and our core mission

Every day we deliver more than 100 services, from food services, reception, maintenance and cleaning, to facilities and equipment management; from Meal Pass, Gift Pass and Mobility Pass, benefit for employees, to in-home assistance and concierge services. We are constantly developing our offer with new services that impact the quality of life of our 75 million consumers and improve the performance of our partners in 80 countries around the world

To learn more about Sodexo 'Quality of Life' visit : www.qualityoflifeobserver.com

Find out how we can improve your Quality of Life on : www.sodexo.com

Greg Perry
+243 (0) 814 343 953
greg.perry@sodexo.com



QUALITY OF LIFE SERVICES

PwC: Jean-Jacques MUKULA



Mining & Business : Bonjour Monsieur, pouvez-vous brièvement vous présenter ?

Jean Jacques MUKULA : Je m'appelle Jean-Jacques MUKULA MEJI. Je suis associé PwC en RDC et je dirige nos opérations dans l'ex-province du Katanga. Au niveau de PwC, je suis aussi responsable de toutes les activités d'audit en RDC. En plus de ça, j'ai été très récemment élu Président de l'Ordre National des Experts-Comptables pour la région du Haut-Katanga.

MB : PwC, depuis combien de temps ?

JJM : Je suis chez PwC depuis 27 ans. J'ai travaillé en Afrique du Nord et en Amérique du Nord. Depuis 2011, je suis installé de manière permanente en RDC. Après avoir travaillé au bureau de Kinshasa, j'ai le plaisir de développer nos activités dans l'ex-province du Katanga depuis maintenant 3 ans. Les équipes de Lubumbashi sont bien évidemment spécialisées dans le secteur minier et c'est par ailleurs avec joie et fierté que je vous accueille dans nos tout nouveaux bureaux de Lubumbashi.

MB : Quels sont les types de services que vous pouvez apporter au secteur minier ?

JJM : Nous avons une bonne connaissance de l'industrie minière. PwC est présent en RDC depuis près de 45 ans. Nous intervenons à travers

trois départements : l'Assurance qui gère les questions d'audit et de risque. Le « Tax and Legal » pour toutes les questions de fiscalités, d'interprétation de texte juridique, de structuration de capital et de planification fiscale de nos clients. Le 3^e département est l'Advisory qui fournit des services de conseils en RDC. Celui-ci consiste notamment à mettre en place des outils de gestion de la performance. Nous pouvons aussi assister les clients à élaborer leurs transactions, acquérir des sociétés et même à rechercher des financements à travers des financements innovants. Nous avons également la capacité d'intervenir sur d'autres aspects.

MB : Vous pourriez nous en citer quelques-uns ?

JJM : Je peux vous citer certains clients audit pour lesquels nos mandats sont publics. Au niveau du secteur minier, nous sommes commissaires aux comptes du Groupe ERG, du Groupe Ivanhoe et d'Alphamin. Nous travaillons également pour des entreprises publiques telles que Gécamines.

MB : Nous préparons Mining Indaba à Cape Town. Beaucoup d'investisseurs se posent des questions sur la RDC; quels seraient les conseils que vous pourriez donner aux entreprises qui souhaitent s'y implanter ?

JJM : D'emblée, de dire à toute personne intéressée que la RDC n'est pas une jungle ! Notre travail consiste notamment à expliquer et faire respecter les réglementations en vigueur en RDC tout en vous apportant une valeur ajoutée. En RDC, tous les Big Four sont présents. PwC bien sûr, mais aussi KPMG, EY et DELOITTE. Cela signifie que vous allez rencontrer des interlocuteurs capables de vous assister dans vos différentes préoccupations. De plus, nous voyons bien que le

monde est en train de changer. Les megatrends, le shift au niveau de la démographie sur le pouvoir économique. Il y a aussi une urbanisation rapide qui arrive, le changement climatique et un progrès considérable sur le plan technologique. Ces tendances s'imposent à tous et nous nous adaptons à tout cela en essayant d'être imaginatifs et innovants dans tout ce que nous pouvons offrir comme solution à nos clients. D'ailleurs, notre moto est : « construire la confiance et résoudre les problèmes importants qui se posent dans la société ».

On a toujours tendance à penser que PwC est un professionnel des chiffres, mais nous abordons également d'autres problèmes : la digitalisation, la sécurisation, l'information ou encore les services basés sur la technologie des drones. D'ailleurs, grâce à notre collaboration, nous avons traité dans vos colonnes : « Les obligations comptables des sociétés en RDC » et « le nouveau système comptable Ohada » qui, sur base de notre expérience, sont des sujets méconnus des sociétés étrangères implantées en RDC, et plus particulièrement des sous-traitants miniers. Néanmoins, il existe une réglementation comptable et ignorer et/ou ne pas appliquer celle-ci peut s'avérer désastreux en RDC où la pression fiscale est très forte. Nous avons également abordé « la nouvelle réglementation minière à travers le Code Minier et le Règlement Minier » ou encore « la loi sur la Sous-Traitance » qui sont deux sujets brûlants et pour lesquels il reste énormément d'interrogations au niveau des opérateurs économiques. Nous avons finalement eu l'opportunité de présenter les problématiques auxquelles un nouvel arrivant fait face en RDC lors de la création de sa structure.

BOLLORE
LOGISTICS

UN ACTEUR
GLOBAL DE LA SUPPLY CHAIN

Transport Multimodal
Douane & Conformité Règlementaire
Logistique
Global Supply Chain
Projets Industriels

Un réseau mondial intégré
105 pays, 601 agences, 21 000 professionnels

Pour tout contact:
sales.katanga@bollore.com
+243 993 283 098
www.bollore-logistics.com

A brand of **BOLLORE**
TRANSPORT & LOGISTICS

PwC: Jean-Jacques MUKULA

Mining & Business: Good morning Sir, can you briefly introduce yourself?

Jean Jacques MUKULA: I am Jean-Jacques MUKULA MEJI. I am a PwC partner in the DRC, and I lead our operations in the former province of Katanga. At PwC level, I am also responsible for all audit activities in the DRC. In addition, I've been recently elected president of the National Order of Chartered Accountants for the region of Upper Katanga.



MB: PwC, how long?

JJM: I have been at PwC for 27 years. I worked for PwC in North Africa and North America. Since 2011, I am permanently settled in the DRC. After working in the Kinshasa office, I have the pleasure of developing our activities in the former Katanga province for 3 years now. The Lubumbashi teams are specialised in the mining sector and I am pleased to welcome you to our brand new offices in Lubumbashi.

MB: What types of services can you provide to the mining sector?

JJM: We have, of course, a good knowledge of the mining industry. PwC has been present in the DRC for nearly 45 years. We work across three departments: Assurance, which manages audit and risk issues. The 'Tax and Legal' for all questions of taxation, legal interpretation, structuring and tax planning of our clients. The third department is the advisory. The latter consists in implementing performance management tools. We can also assist clients to develop their transactions, acquire companies and even seek financing through innovative financing. We also have the ability to intervene on other aspects. of this by trying to be imaginative

of this by trying to be imaginative and innovative in everything we can

MB: Can you name a few clients?

JJM: I can quote you some audit clients for which our mandates are public. In the mining sector, we are auditors of the ERG Group, the Ivanhoe Group and Alphamin. We also work for public companies such as Gécamines.

MB: We are preparing Mining Indaba in Cape Town. So many investors are asking questions about the DRC; what advice could you give companies that want to set up there?

JJM: Firstly, tell anyone interested that the DRC is not a jungle! Our job is to explain and apply the regulations in force in the DRC while providing you with added value. In the DRC, all Big Four are present. PwC, of course, but also KPMG, EY and DELOITTE. This means that you will meet people who can help you in

your various concerns. Moreover, we can see that the world is currently changing. The mega trends, the shift in demography on economic power. There is also rapid urbanisation happening, climate change and considerable technological progress. These trends

are for everyone and we adapt to all offer as a solution to our customers. Moreover, our purpose is: 'to build trust in society and solve important problems'.

We always tend to think that PwC is a professional of figures, but we also address other problems: digitalisation, security, information or services based on drone technology. Moreover, thanks to our collaboration, we treated in your columns:

'The companies' accounting obligations in the DRC and 'the new accounting system Ohada' which, based on our experience, are unknown subjects of foreign companies located in the DRC, and more particularly of the mining subcontractors. Nevertheless, there is an accounting regulation and ignoring and/or not applying it can be disastrous in the DRC where the tax pressure is very high. We also presented 'the new mining regulations through the Mining Code and the Mining Regulations' as well as 'the Subcontracting law' which are two hot topics and for which there remains a lot of questions at the level of economic operators. We finally had the opportunity to present the issues that a newcomer faces in the DRC during the creation of its structure.

HOTEL

MEMLING

MBOTE!
KinshasaUN ACCUEIL SUR MESURE
DEPUIS 80 ANS..... PARCE QUE VOUS ÊTES
UNIQUE


HOTEL MEMLING

Kinshasa

5d , Av. de la République du Tchad, Kinshasa, RD Congo
 info@memling.net
 +243 81 700 11 11

TIERNO MONÉNEMBO OU LA
TRAVERSÉE DES MÉMOIRES

Grand Prix de la Francophonie 2017, l'écrivain guinéen Tierno Monénembo a honoré de sa présence la fête du livre à Lubumbashi. Un événement pour le moins riche en découvertes littéraires, organisé par l'Institut français et l'Ambassade de France en République Démocratique du Congo, au mois de novembre.

Tierno Monénembo est né le 21 juillet 1947 à Porédaka, dans le Fouta-Djallon, en Guinée. En 1969, il fuit la dictature d'Ahmed Sékou Touré et rejoint à pied le Sénégal

voisin. La Côte d'Ivoire devient sa terre d'exil où il y poursuit ses études. Il part en France en 1973 et y obtient un doctorat en Biochimie de l'université de Lyon. Son itinérance le conduira sur d'autres routes, le Maroc et l'Algérie où il enseignera. Il vit aujourd'hui aux États-Unis, dans le Vermont, où il est «visiting professor» au Middlebury College. Il entre en littérature comme on entre en religion. Son premier livre «Les Crapauds-brousse» est publié en 1979 aux éditions du Seuil. Son talent est salué par les critiques et son œuvre est fréquemment primée: les Écailles du ciel** remporte le Grand Prix littéraire d'Afrique noire

en 1986. Avec «Le roi de Kahel», Lauréat du Prix Renaudot 2008, il rejoint la liste prestigieuse des écrivains africains l'ayant aussi reçu, comme Yambo Ouologuem (1968), Ahmadou Kourouma (2000) ou Alain Mabanckou (2006). Il sera couronné en 2012 par le Prix Erckmann-Chatrian et le Grand Prix du roman métis pour Le «Terroriste noir», qui recevra également, en 2013 par le Grand Prix Palatine et le Prix Ahmadou-Kourouma. Il récolte enfin en 2017 la plus haute distinction de l'Académie française : le Grand Prix de la francophonie.

Ses romans traitent souvent de l'impuissance des intellectuels en Afrique, et des difficultés de vie des Africains en France. Son dernier ouvrage «Le Bled» est paru en 2016 aux éditions du Seuil.

Chez Tierno Monénembo, l'exil est un lieu qui engage l'écrivain à interroger la problématique identitaire. Dans son rapport à l'exil, l'auteur se réfère constamment aux expériences qu'il a vécues au moment où il a fui la dictature de son pays pour un périple sans fin. Sélom Komlan Gbanou, de l'Université de Bayreuth en Allemagne transcrit ainsi cette idée : «L'écriture est pour le romancier un jeu d'autofiction qui lui permet d'investir ses différents protagonistes des malaises que lui inspire le déracinement et qui déterminent une quête identitaire se déclinant sur le mode de l'errance et de l'indécidable.»

Français et guinéen, libre et engagé, Tierno Monénembo est aussi un homme de lettre qui dénonce, avec ironie, férocité, et courage. Et il ne s'en prive pas.

Marie Aude Delafoy

TIERNO MONÉNEMBO OR THE CROSSING OF MEMORIES

Grand Prix de la Francophonie 2017, the Franco-Guinean writer Tierno Monenembo honoured the book festival in Lubumbashi, DRC, with his presence. An extraordinary event organised by the French Institute and the French Embassy in the Democratic Republic of Congo in November.

Tierno Monénembo was born on July 21, 1947, in Porédaka, Fouta-Djallon, Guinea. In 1969 he fled Ahmed Sékou Touré's dictatorship and walked to neighbouring Senegal. Côte d'Ivoire became his land of exile, where he continued his studies. He joined France in 1973 also to study and obtained a doctorate in Biochemistry from the University of Lyon. His roaming will lead him to other roads, Morocco and Algeria where he will teach. He now lives in the United States, in Vermont, where he is a visiting professor at Middlebury College.

He enters literature as one enters religion. His first book *Les Crapauds-brousse* was published in 1979 by Seuil Editions. Critics have praised his talent, his work has frequently won awards: *Les Écailles du ciel*** won the Grand Prix littéraire d'Afrique noire in 1986. With his book *Le roi De Kahel*, which will be awarded the Renaudot Prize in 2008, he joins the prestigious list of African writers who have also received him, such as Yambo Ouologuem (1968), Ahmadou Kourouma (2000) or Alain Mabanckou (2006). He will be awarded the Erckmann-Chatrian Prize and the Grand Prix du roman métis for *Le Terroriste noir* in 2012 and the Grand Prix Palatine and the Ahmadou-Kourouma Prize for *Le Terroriste noir* in 2013. In 2017, he also received the highest distinction from the French Academy: the Grand Prix de la francophonie. His novels often deal with the impotence of intellectuals in Africa, and the difficulties of life for Africans in exile in France. His last book *Le Bled* was published in 2016 by Le Seuil.

At Tierno Monenembo, exile is a place that engages the writer to question the issue of identity. In his report on exile, Tierno Monénembo continually refers to the experiences he had when he fled his country's dictatorship for an endless journey. Sélom Komlan Gbanou, from the University of Bayreuth in Germany, will write: "Writing is for the novelist a game of autofiction that allows him to invest his various protagonists in the uneasiness inspired by exile and that determines an identity quest in the form of wandering and undecidable. »

French and Guinean, free and committed, Tierno Monenembo is also a writer who denounces, with irony, ferocity, and courage. And don't deprive yourself of it.

Marie Aude Delafoy



Beaufort

PLONGEZ AU CŒUR
DE LA FRAÎCHEUR





Ici, à Brooklyn, il y a toujours la sensation de la mer», écrivait la romancière américaine Carson McCullers. Pour s'en apercevoir, plus besoin d'aller jusqu'à Coney Island, tout au Sud. Le littoral ou waterfront de Brooklyn a changé de visage. S'y promener, c'est un peu comme voyager dans le temps. Car les quartiers peu fréquentés nous parlent d'un passé pas si lointain. Un passé industriel, où les quais n'avaient pour vocation que fabriquer, entreposer et expédier des marchandises. Ces dernières décennies, les grilles bordant le waterfront sont tombées, promesse d'un avenir radieux pour ces lieux pleins de charme. Une autre façon de croquer la grosse pomme : New York city.

Sunset Park, vibrant melting pot.

Sunset Park a été cité en 2017 par le Lonely Planet parmi «les dix quartiers les plus cool du monde». Dans ce quartier «trendy», les hangars vides cherchent une nouvelle vocation. Des ateliers de théâtre, des maisons de production, des lieux de réception ? Les offres ne manquent pas pour louer ces espaces vierges.

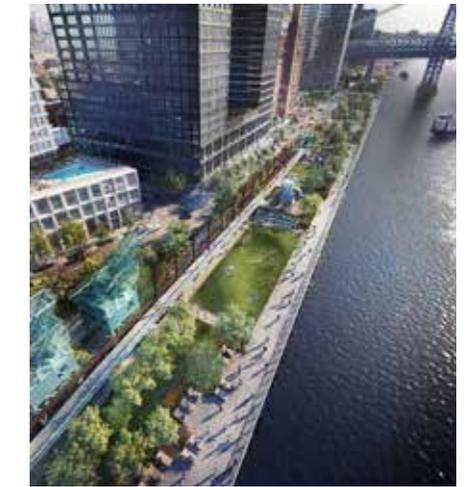
Brooklyn Hangar, un club qui s'est installé dans l'un des hangars, est un exemple de reconversion réussie. Industry City un complexe composé de sept anciens entrepôts est devenu, selon certains, la «Silicon Valley version New York». On y trouve un food court, des espaces pour les concerts, et plus de 450 entreprises qui font travailler environ 7000 personnes. La zone est par ailleurs un vibrant melting-pot. Les communautés mexicaine et chinoise cohabitent. Autour de la 8th Avenue se trouve le plus grand Chinatown de Brooklyn, qui possède aussi un food court, le Fei Long Food Court.

Red Hook, 'ambiance village'

En 2012, l'ouragan Sandy a durement touché ce quartier branché. Aujourd'hui, les docks ont été transformés en un dédale de galeries d'art et une barge datant de la fin du XIXe y trône. Le Waterfront Museum fait de nouveau office de lieu d'exposition et de performances. On se croirait dans un petit village. À Red Hook, on ne trouve que des boutiques locales. Pour se déplacer, le bus est la seule solution, le métro ne dessert pas l'intérieur du quartier. Comme tout village qui se respecte, Red Hook compte son bar d'habités : le Sunny's, vieux de plus de cent ans. La nuit venue, on s'émerveille à la vue des lumières de Manhattan au loin. Sans elles, comment imaginer que l'on est à New York ?

BROOKLYN : LES NOUVEAUX VISAGES D'UN RIVAGE

New York. Parcs, salles de concert, bars, entreprises... À Brooklyn, le long de l'East River, les anciens docks du borough new-yorkais n'en finissent pas de changer. Bientôt, les berges seront totalement rendues aux promeneurs. Si vous partez pour New York, voici un itinéraire à suivre à travers quatre quartiers transformés.



Williamsburg, luxe et loisir

À Williamsburg, les immeubles sophistiqués qui sortent de terre face rivalisent avec le gigantisme de Manhattan. Tout récemment, Domino Park, un espace public le long de l'East River, a vu le jour. Première étape d'un vaste projet de réaménagement. Promenade surélevée, transats, terrains de beach-volley, jets d'eau arty, échoppes de tacos et de glaces et, bien sûr, vive New York! un parc pour les chiens. Le littoral aménagé accueille des aires de pique-nique. Une étroite plage a même été rendue accessible durant l'été. Que manque-t-il ? Une eau de l'East River propre dans laquelle plonger, peut-être ? La rivière est tellement polluée qu'une association propose une solution avec un projet basé sur les huîtres. Le concept repose sur les capacités naturelles des huîtres à nettoyer l'eau. D'ici à 2035, il devrait y en avoir un milliard dans le port de New York. Williamsburg rivalise d'adresses shopping, de lieux de musique live comme la scène du bar-restaurant "Baby's all right", l'annexe de la salle londonienne Rough Trade, le Mazie's un bar jazz aux influences années 30.

Greenpoint, bières et conteneurs

Les friches de ce quartier proche du Queens sont appelées à disparaître pour laisser place à des milliers d'appartements neufs. Au North Brooklyn Boat Club, petit terrain improbable encombré de conteneurs de bateaux et d'un bric-à-brac d'objets, un groupe d'amoureux de la rame construit des canoës et refait le monde autour de feux

de camp. Les membres de ce club, qui naviguent sur l'East River, emmènent gratuitement des curieux avec eux. Les beaux jours venus, on se presse sur la Brooklyn Barge, bateau qui ne voit plus la mer, mais qui sert des bières, et on dîne sur la très branchée Franklin Street. Preuve du potentiel des lieux : un ciné indépendant vient d'ouvrir à proximité de l'impasse qui mène à la Brooklyn Barge. Dans le même temps, à Manhattan, plusieurs salles d'art et essayai emblématiques ferment en raison de l'augmentation des loyers. Le futur semble bien incarné par Brooklyn

Charlotte Oberti, Libération.

« SUNSET PARK A ÉTÉ CITÉ EN 2017 PAR LE LONELY PLANET PARMIS « LES DIX QUARTIERS LES PLUS COOL DU MONDE ». DANS CE QUARTIER « TRENDY », LES HANGARS VIDES CHERCHENT UNE NOUVELLE VOCATION. »



“AT NIGHT, WE MARVEL AT THE SIGHT OF MANHATTAN’S LIGHTS IN THE DISTANCE. WITHOUT THEM, HOW CAN WE IMAGINE THAT WE ARE IN NEW YORK?”

BROOKLYN: THE NEW FACES OF A SHORELINE

New York. Parks, concert halls, bars, businesses... In Brooklyn, along the East River, the former docks of New York’s borough are constantly changing. Soon, the banks will be completely returned to the walkers. If you are leaving for New York, here is an itinerary to follow through four transformed neighbourhoods.

Here in Brooklyn, there is always the feeling of the sea,” wrote American novelist Carson McCullers. To realize this, you no longer have to go to Coney Island in the far south. The Brooklyn coastline or waterfront has changed its face. Walking through it is a bit like travelling through time. Because the little-used neighbourhoods tell us about a not so distant past. An industrial past where the only purpose of the docks was to manufacture, store and ship goods. In recent decades, the gates bordering the waterfront have

fallen, promising a bright future for these charming places. Another way to eat the big apple: New York city.

Sunset Park, vibrating melting pot

Sunset Park was named in 2017 by Lonely Planet as one of the “ten coolest neighbourhoods in the world”. In this “trendy” district, the empty hangars are looking for a new vocation. Theatre workshops, production houses, reception areas? There is no shortage of offers to rent these blank spaces.

Brooklyn Hangar, a club that has moved into one of the hangars, is an example of a successful conversion. Industry City a complex of seven former warehouses has become, according to some, the “Silicon Valley New York version”. There is a food court, concert spaces, and more than 450 companies that employ about 7,000 people. The area is also a vibrant melting pot. The Mexican and Chinese communities coexist. Around 8th Avenue is Brooklyn’s largest Chinatown, which also has a food court, the Fei Long Food Court.

Red Hook, “village atmosphere”

In 2012, Hurricane Sandy hit this trendy neighbourhood hard. Today, the docks have been transformed into a maze of art galleries and a late 19th century barge. The Waterfront Museum, once again serves as an exhibition and performance space. It’s like a small village. In Red Hook, there are only local shops. To get around, the bus is the only solution, the metro does not serve the inside of the district. Like any self-respecting village, Red Hook has its own bar: Sunny’s, more than a hundred years old.

At night, we marvel at the sight of Manhattan’s lights in the distance. Without them, how can we imagine that we are in New York?

Williamsburg, luxury and leisure

In Williamsburg, sophisticated buildings emerge from the ground face the gigantic Manhattan. Most recently, Domino Park, a public space along the East River, was created. First step in a major redevelopment project. Raised walk, deckchairs, beach volleyball courts, arty water jets, taco and ice stalls and, of course, Long live New York! a dog park. The developed shoreline is home to picnic areas. A narrow beach was even made accessible during the summer. What is missing? Clean East River water to dive into, maybe? The river is so polluted that an association proposes a solution

with a project based on oysters. The concept is based on the oysters’ natural ability to clean water. By 2035, there should be one billion in the Port of New York. Williamsburg rivals shopping addresses, live music venues such as the Baby’s All Right bar-restaurant scene, the London Rough Trade annex, Mazie’s a jazz bar with 1930s influences.

Greenpoint, beers and containers

The wastelands of this district near Queens are set to disappear and give way to thousands of new apartments. At the North Brooklyn Boat Club, an improbable little field cluttered with boat containers and a junk of objects, a group of rowing enthusiasts build canoes and make the world go round campfires. The members of this club, who sail on the East River (and take curious people with them for free. When the sun comes up, we hurry to Brooklyn Barge, a boat that no longer sees the sea but serves beers, and dine on Franklin Street. Proof of the site’s potential: an independent movie theatre has just opened near the dead end that leads to Brooklyn Barge. At the same time, in Manhattan, several iconic art galleries and test rooms are closing due to rising rents. The future seems to be well represented by Brooklyn.

Charlotte Oberti, Libération

UN NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE POUR LA RDC

Le nouvel ambassadeur de France en RDC, François Pujolas, est entré en fonction en septembre dernier. Au regard de ses premières déclarations publiques et des messages envoyés à la communauté française en RDC, le diplomate se pose en émissaire d'une France souhaitant renforcer avec une énergie nouvelle les échanges et les partenariats économiques entre les deux pays. On ne peut pour l'instant que prendre acte de cette nouvelle dynamique franco congolaise, signe de la volonté forte de Paris d'accentuer la présence française en RDC, en réponse aux appels réitérés de Kinshasa, et espérer qu'elle se traduira par les fait via, notamment, une montée en puissance des IDE français.



A NEW AMBASSADOR FROM FRANCE FOR THE DRC



The new French ambassador to the DRC, François Pujolas, has joined the position last September. With regard to his first statements and messages sent to the French community in the DRC, the diplomat poses himself emissary of a France wishing to strengthen with a new energy, trade and economic partnerships between both countries. For the time being, we can only take note of this new Franco-Congolese dynamic, a sign of the strong will of Paris to increase the French presence in the DRC, in response to calls reiterated from Kinshasa, and hope that it will be translated into action via, in particular, a rise in the power of French FDI.

DIAMANTS SYNTHÉTIQUES : LE GÉANT DE BEERS BOUSCULE LE MARCHÉ DE LA JOAILLERIE

Petit séisme dans l'univers du diamant : le géant mondial de la joaillerie De Beers vient d'annoncer qu'il allait commercialiser des diamants fabriqués en laboratoire, ressemblant aux vrais comme deux gouttes d'eau et pour une fraction de leur prix.

Le revirement est historique. Après avoir longtemps décrié les diamants synthétiques et prôné l'authenticité de ses pierres précieuses, De Beers, filiale du géant minier anglo-américain, a annoncé qu'il allait lancer en septembre une nouvelle marque de diamants fabriqués en laboratoire, LightBox.

Le groupe va investir 94 millions de dollars sur quatre ans pour atteindre une production annuelle de 500.000 carats. Objectif : séduire une clientèle plus jeune, qui n'a pas les moyens de s'offrir des pierres minées. De Beers prévoit ainsi un prix de 800 dollars (680 euros au cours actuel) pour un

carat ; c'est dix fois moins cher qu'un diamant naturel et cinq fois moins cher que les actuels diamants de laboratoire.

Car depuis le premier diamant artificiel synthétisé en 1943, la technique est aujourd'hui largement au point. Avec sa filiale Element Six, De Beers est d'ailleurs déjà un des principaux producteurs. Mais jusqu'ici, ses diamants de synthèse étaient uniquement destinés au marché industriel. Contrairement à d'autres fabricants, qui ont recours à de l'oxyde de zirconium ou de la moissanite, les diamants fabriqués par Element Six présentent les mêmes caractéristiques physiques et la même composition chimique que les diamants naturels.

Des diamants plus écologiques et plus éthiques

Pour l'instant, le diamant synthétique ne représente que 3 % du marché mondial, estimé à 127,4 millions de

carats. Mais la production grimpe en flèche, passant de 350.000 carats en 2014 à 4,2 millions de carats en 2016, et elle devrait croître encore plus vite dans les prochaines années. D'autant plus que les conditions de travail dans les mines de diamants sont régulièrement pointées du doigt par les ONG.

Malgré le processus de Kimberley, lancé en 2002 pour lutter contre les « diamants de sang », le commerce illégal continue de prospérer, notamment en Afrique, qui concentre les deux tiers de la production mondiale. L'impact environnemental du minage est également critiqué : pour chaque carat de diamant extrait, il faut ainsi déplacer 3,10 tonnes de terre et consommer 2.500 litres d'eau.

Ces diamants seront dix fois moins chers que les pierres naturelles. Ils présentent les mêmes caractéristiques physiques et la même composition chimique que les diamants naturels.



SYNTHETIC DIAMONDS: THE GIANT DE BEERS IS SHAKING UP THE JEWELLERY MARKET



A small earthquake in the diamond world: the world jewellery giant De Beers has just announced that it will market real diamonds made in the laboratory for a fraction of the price.

The turnaround is historic.

After long criticising synthetic diamonds and promoting the authenticity of its precious stones, De Beers, a subsidiary of the Anglo-American mining giant, announced that it would launch a new brand of laboratory-made diamonds, LightBox, in September.

The group will invest 94 million dollars over four years to reach an annual production of 500,000 carats — objective: to attract a younger clientele, who cannot afford mined stones. De Beers expects a price of 800 dollars (680 euros at the current rate) for a carat; it is ten times

cheaper than a natural diamond and five times less expensive than current laboratory diamonds.

Since the first artificial diamond synthesised in 1943, the technique has since been developed. With its subsidiary Element Six, De Beers is already one of the primary producers. However, until now, its synthetic diamonds were only intended for the industrial market. Unlike other manufacturers, who use zirconium oxide or moissanite, diamonds manufactured by Element Six have the same physical characteristics and chemical composition as natural diamonds.

More ecological and ethical diamonds

At present, synthetic diamonds represent only 3% of the world market, estimated at 127.4 million carats. However, production is skyrocketing from 350,000 carats in

2014 to 4.2 million carats in 2016 and is expected to grow even faster in the coming years especially since NGOs regularly scrutinise working conditions in diamond mines.

Despite the Kimberley Process, launched in 2002 to combat “blood diamonds”, illegal trade continues to flourish, particularly in Africa, which accounts for two-thirds of world production. The environmental impact of mining is often criticised: for every carat of diamond extracted, 3.10 tonnes of soil is moved, and 2,500 litres of water consumed.

These diamonds will be ten times cheaper than natural stones, and they will have the same physical characteristics and chemical composition as natural diamonds.

Panaco
Electricité Générale

Official
Distributor

Schneider
Electric



PHILIPS

CELLPACK
Electrical Products



FLUKE

CHLORIDE
EXIDE

GEDORE



EATON

Schneider
Electric

Solar

O-line



ABERDARE
CABLES



LUBUMBASHI :
46, Av. Lomami Commune de Lubumbashi

KOLWEZI :
1607, Av. Laurent Désire Kabila C/Dilala

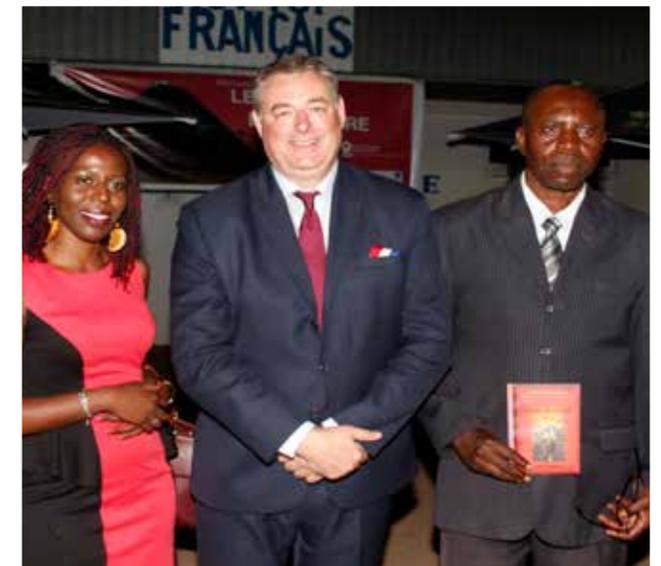
+243 (0) 997 027 182
+243 (0) 810 025 720

info@panaco-rdc.com
www.panaco-rdc.com

Cocktail d'au revoir de M. Eric KALALA, Directeur Général de Bolloré Transport & Logistics de l'entité RDC SUD (ex Katanga) et présentation du nouveau Directeur Général, M. Rodolphe KEMBUKUSWA. Après neuf ans des bons et loyaux services, M. Kalala s'est vu proposé d'autres défis au sein du Groupe Bolloré dans l'entité RDC Kinshasa dès janvier 2019.



Visite de l'ambassadeur de France en RDC, SEM François Pujolas

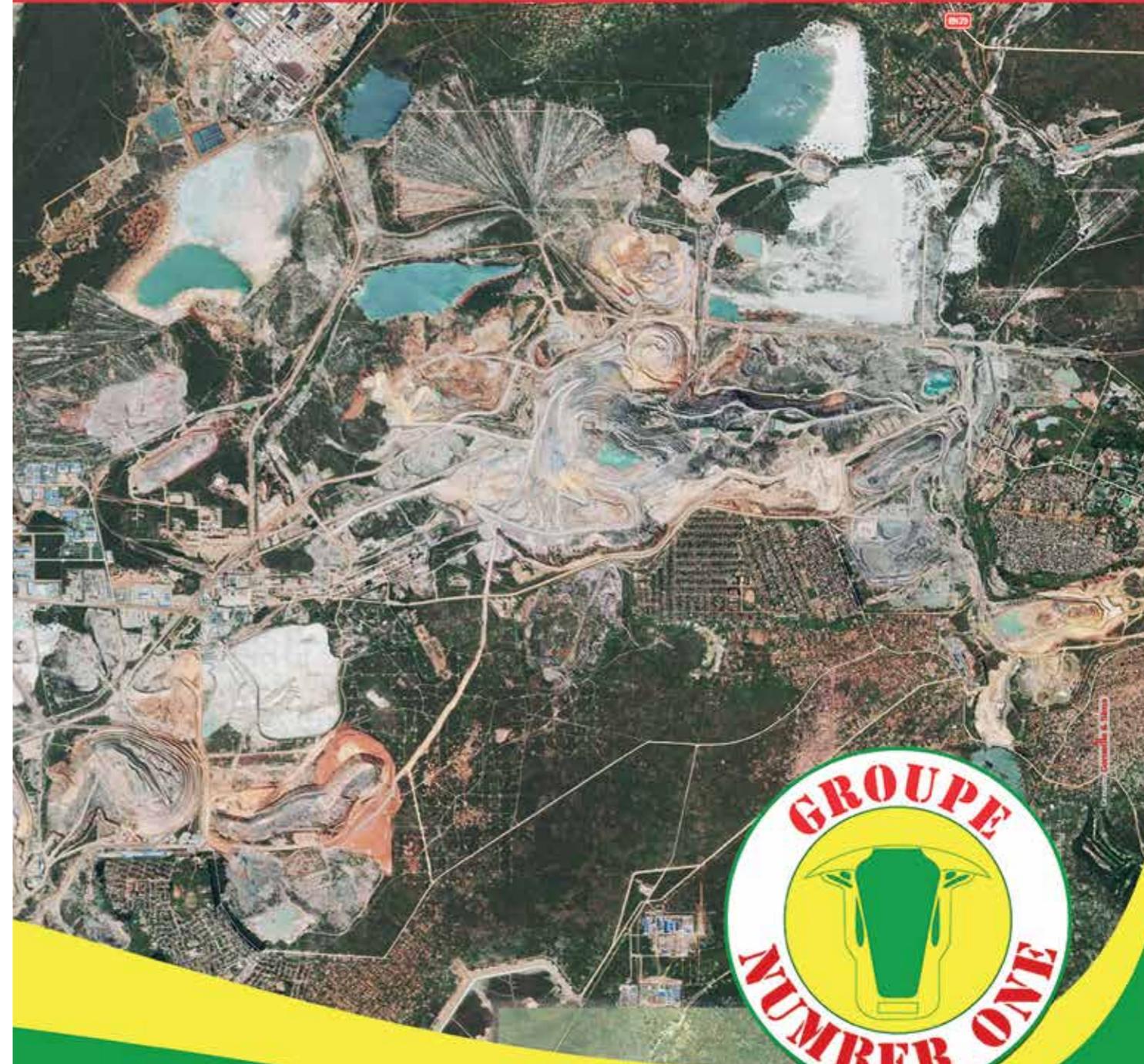


COCKTAIL DE LA FEC EN PRÉSENCE DE MR ALBERT YUMA AU PULLMAN LUBUMBASHI



SUSTAINABLE DEVELOPMENT

DEVELOPPEMENT DURABLE



SARL

- REMOTE SITE SERVICES
- FARMING
- RESTAURANT BUSH CAMP & CORPORATE EVENTS
- ABATTOIR & BUTCHERY
- SUSTAINABLE DEVELOPMENT

+243 990 723 055 +243 995 298 977 +243 816 676 217
groupe.numberone@gno-rdc.com www.gno-rdc.com



malabar business travel

Malabar Privilege

GET REWARDED!

Earn and receive great rewards on our services.

PURCHASE | EARN | REDEEM | ENJOY |

■ The exclusive lifestyle membership.

JOIN NOW BY DOWNLOADING OUR APP AND GET BENEFITS

Download on the App Store | GET IT ON Google Play

Luano Airport / Lubumbashi | info@malabar-group.com | +243 81 197 18 48 | +243 81 352 66 41

www.malabar-group.com

3bd architects

COMPLETED PROJECTS IN AFRICA & EUROPE

Construction Design
Construction Management
Master Planning
Environmental Sustainability

architecture | design | construction
www.3bdarchitects.com | info@3bdarchitects.com

Les Coursiers

Nous courons pour vous!

Livraison urbaine dans la ville de Lubumbashi et ses environs
COURRIER ET PETITS COLIS

Contacts
+243819999921 - +24399320222
lescoursiers@lescoursiers-rdc.com
1, Avenue Kalulako - Lubumbashi - RDC

THERRA COMMUNICATION

DIGITAL AGENCY

MAÎTRISER POUR OSER

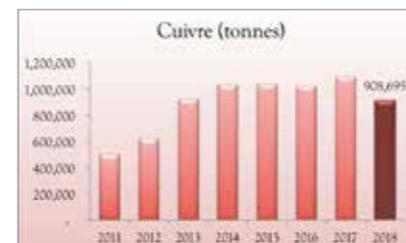
DES SPÉCIALISTES AMBITIEUX
AU SERVICE DE VOTRE BUSINESS

- Web development
- Design & graphisme
- Publicité en ligne
- Gestion de vos réseaux sociaux
- Conseil & Stratégie
- Application et Logiciels
- Audit et sécurité informatique

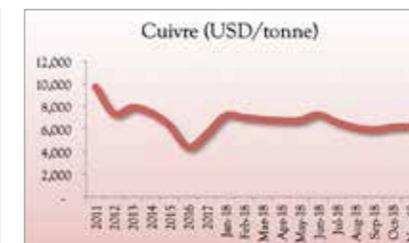
www.therracom.com | info@therracom.com
+243 818 347 147

COMORCO

Production RDC*

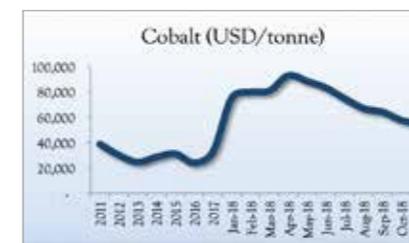
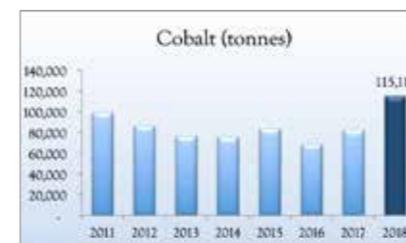


Evolution des cours **

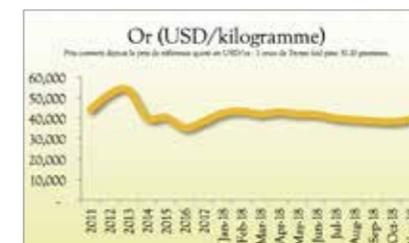


Vues de marché

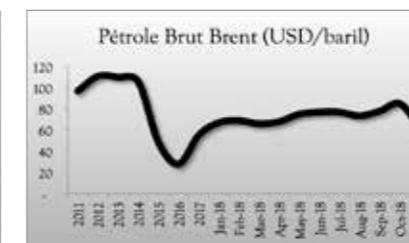
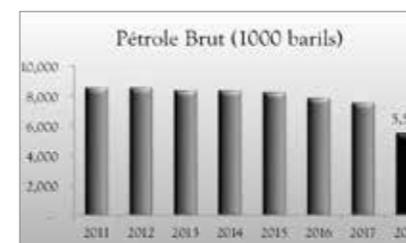
À la fin du 3e trimestre 2018, la production congolaise de cuivre est en hausse d'environ 9 % par rapport à l'année dernière. Ce rythme laisse présager un dépassement du million de tonnes produites pour la 5e année consécutive, alors que les cours gravitent actuellement autour de 6 200 USD/tonne.



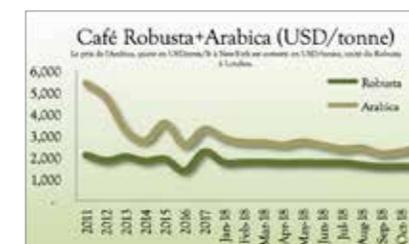
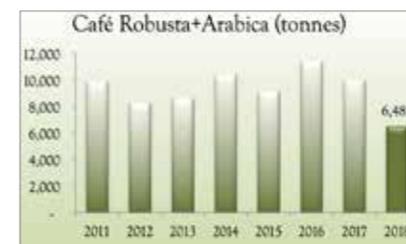
Fin septembre 2018, la production congolaise de cobalt est 90 % supérieure à celle de l'année précédente à la même époque. L'exportation et la vente de cobalt du projet Kamoto au sud du pays ont été suspendues temporairement. La RDC représente plus de la moitié de la production mondiale du métal. Par ce déséquilibre offre/demande, il est possible qu'à moyen terme les cours, qui ont chuté de 40 % depuis avril 2018, repartent à la hausse.



Au moment où nous écrivons, la production d'or de la RDC affiche une hausse de 20 % sur la même période par rapport à 2017. Les marchés des actions sont en recul depuis deux mois (moins 10 % pour le CAC40 et le SP500). Dans ces conditions, l'or est généralement la valeur refuge, mais le plafond de verre de 1 240 USD/oz (environ 39 900 USD/kg) peine à être franchi à cause de la solidité actuelle du dollar américain.



Le Brent a chuté sous la barre des 60 USD/baril, son niveau le plus bas depuis un an. En cause : une surproduction sur fond de ralentissement économique. L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a annoncé mi-novembre 2018 que l'offre de pétrole sur l'ensemble de l'année 2019 serait supérieure à la demande. Cette structure de « contango » (prix immédiats inférieurs aux prix futurs) est une aubaine pour les entreprises de stockage et de logistique pétrolière.



Les cours du café restent relativement bas. Nous l'évoquions précédemment et c'est confirmé par le Coffee Network qui annonce un surplus mondial de production de 11 millions de sacs pour 2018 : le niveau le plus élevé depuis plus de 15 ans. Il sera intéressant de voir quelles mesures prendront des pays producteurs comme la Côte d'Ivoire et le Cameroun en 2019 pour faire face à ces prix décroissants (vont-ils se « hedger » via des mécanismes de couverture de marché ?).

*Cumuls à fin septembre 2018 sauf pour le café et le pétrole (respectivement fin juin et fin août 2018)
source : Banque Centrale du Congo

**dernier prix 23 novembre 2018 — Sources : LME, ICE, NYMEX

© Copyright Comorco Limited

Courtesy of Comorco by Stéphane Lumueno
For more insight and business opportunities: www.comorco.com

Contact: stephane.lumueno@comorco.com

MERCI AUX ANNONCEURS
THANK YOU FOR YOUR TRUST

AEL
AIRTEL
BCDC
BOLLORÉ
BRASIMBA
GLOBAL
GROUPE NUMBER ONE
GROUP SIL
HOTEL MEMLING
MALABAR
LES COURSIERS
ORANGE RDC
PANACO
RAWBANK
SODEXO
STEEL
TIAFRICA
THERRA COMMUNICATION
TMB
TRADE SERVICE
3BD ARCHITECS



À VENIR

SPECIAL BANQUES
SPECIAL PÉTROLE

Redaction:

Directeur de Publication :
Oliver Loury

Chef d'édition : Oliver Loury

Rédacteur en chef : Bruno Ziana

Contributions : Lola Berthoud,
Fabrice Lehoux, Stéphane
Lumueno, Marie Aude Delafoy,
Didier Julienne, Richard Jaeger

Photo Couverture :

Patrick Fitz

Crédit photos : AfricInside,
Patrick Fitz, ArtMustache, Fly and
Run, Gwenn Dubourthoumieu,
Paul Bertin.

Traduction : MMDD Agency

Publicité / Advertising :

GROUPE CORNEILLE & SIMA
+243 841 20 48 66
+243 841 20 48 60
advertising@cornellesima.com

Représentation Kinshasa :

Manager : Fabrice Lehoux
+243 841 20 48 63

Diffusion ZAMBIE :

+260 97 8289552
christelle2terra@yahoo.com

Service Abonnements:

administration@cornellesima.com
+243 852 574 633

Diffusion RDC :

Groupe Corneille et Sima
communication@cornellesima.com
www.miningandbusiness.com

Maquette et réalisation :

Corneille & Sima

Imprimeur :

New Horizon Printing
Permis d'exploitation N°BNC/
SPK/02/2015
Dépôt légal N° 04.20.2015.94

Edité par:

Groupe **Corneille & Sima**

editor@cornellesima.com
www.miningandbusiness.com

+243 841 20 48 60

MINING & BUSINESS Magazine
est imprimé à 5000 exemplaires

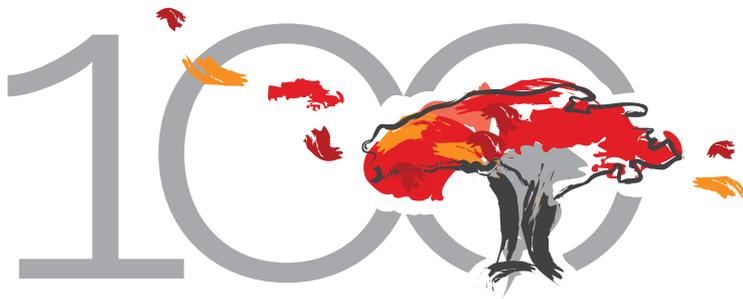
PROUDLY ADVERTISE IN CONGO AIRWAYS MAGAZINE

Join the CONGO AIRWAYS Magazine advertising team.



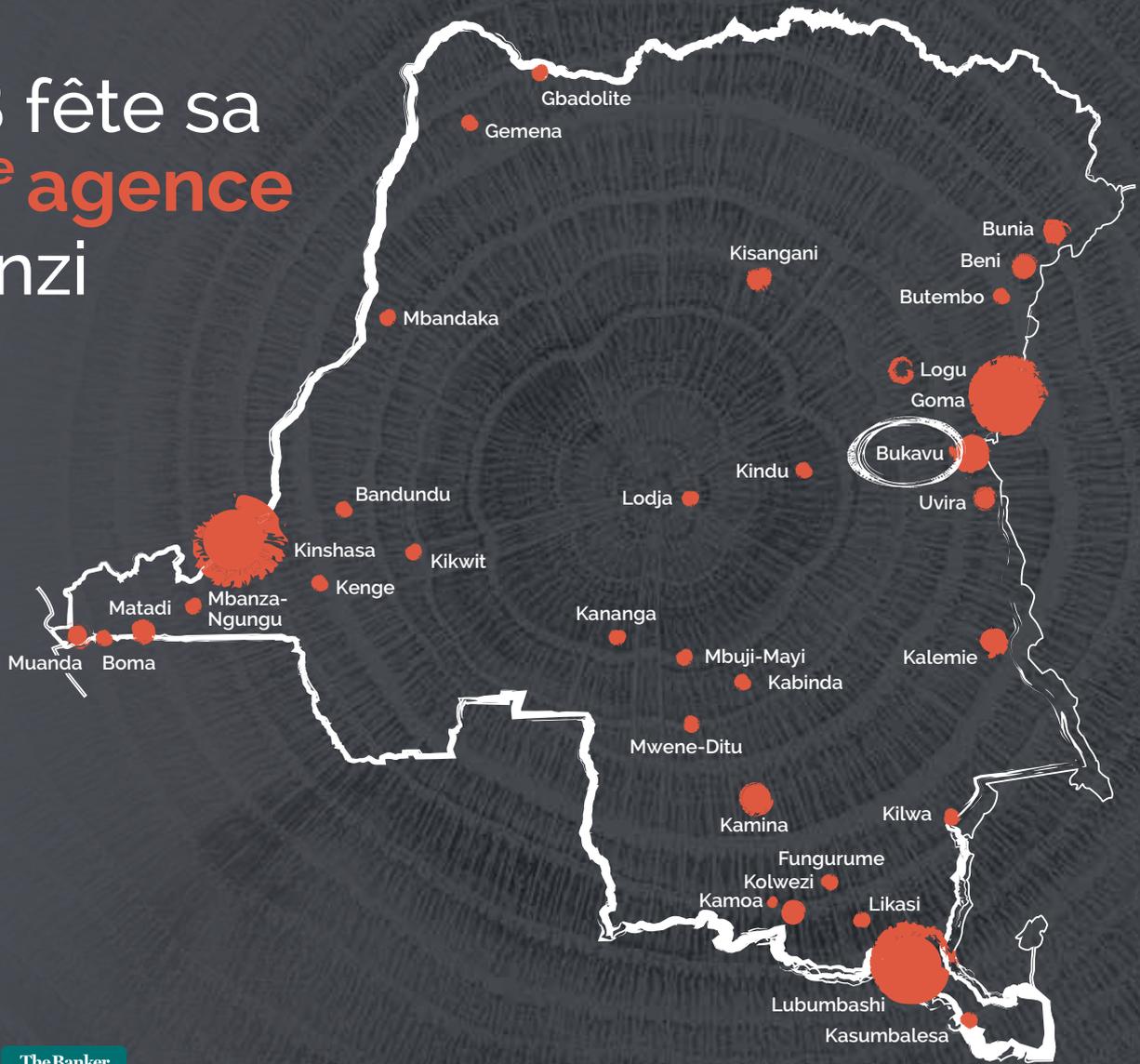
**CONGO
AIRWAYS** MAGAZINE

advertising@cornellesima.com
+243 84 120 48 60



AGENCES & GUICHETS

TMB fête sa
100^e agence
à Panzi



Best Bank in the DR Congo
2011 to 2018
Financial Inclusion Award
2017

